

La Brèche

organe bimensuel du

Parti Socialiste Ouvrier (PSO)

section suisse de la IV^e Internationale

Nicaragua :

QUAND REAGAN DÉGAINE !

La première conférence de presse de Reagan dans son second mandat est une véritable déclaration de guerre au Nicaragua. Le président américain a clairement affirmé que l'objectif de Washington était de renverser les sandinistes.

L'intervention américaine au Nicaragua et en Amérique centrale n'est pas nouvelle. Sabotages, étranglement économique, pressions militaires et diplomatiques, désinformation par les médias internationaux n'ont pas manqué ces dernières années. L'administration Reagan a un but stratégique : écraser la révolution nicaraguayenne, bloquer le processus révolutionnaire en cours en Amérique centrale. Les dernières déclarations bellicistes du président et de son état-major confirment cette option et visent, à court terme, le vote par le Congrès de 14 millions de dollars d'aide aux "contras" (35 millions de francs). Car la politique américaine a connu quelques revers au Nicaragua. Les premières élections véritablement libres organisées dans ce pays, par exemple, reconnues comme telles par tous les observateurs sérieux et qui ont donné une large majorité aux sandinistes. Elles ont du même coup renforcé la légitimité de la révolution.

La bourgeoisie américaine, en coopération étroite avec les bourgeoisies anglaise et israélienne, redouble donc d'efforts pour armer la "contra" (la contre-révolution au Nicaragua) et déstabiliser le pays. Ainsi la Banque Interaméricaine de Développement (BID) refuse d'accorder à Managua un crédit de 58 millions de dollars (145 millions de francs) destinés à des programmes de développement agricole. Cependant le plus grave et le plus meurtrier restent l'armement de la "contra" et son soutien logistique. En plus des 80 millions de dollars (200 millions de francs) déjà versés officiellement par le gouvernement américain, les "contras" reçoivent une aide privée - entreprises, associations d'anciens du Vietnam, etc. - estimée à 1,5 million (3,75 millions de francs) par mois.

Présentés comme des combattants de la liberté, les "contras" forment une véritable armée de mercenaires majoritairement composés d'ex-gardes somozistes. Ces combattants de la liberté sont responsables, pour la seule année 1984, d'une moyenne journalière d'assassinats de 4,3 enfants, jeunes, femmes et vieillards. Les pertes matérielles qu'ils ont infligées au pays se montent à 254 millions de dollars (635 millions de francs), soit le 70 o/o des recettes des exportations nicaraguayennes. De nombreux cas de torture, dont se sont rendus coupables les "contras", ont été signalés, même aux Etats-Unis. C'est cette bande de gangsters que Reagan appelle les combattants de la liberté.

Pour faire face à l'accroissement de l'agression américaine, le Nicaragua a besoin de notre solidarité active et massive. Comme aux Etats-Unis où le 20 avril prochain se déroulera une marche de protestation sur Washington appelée par un large ensemble de forces regroupant des syndicats, des organisations de défense des droits civiques, des comités de solidarité avec l'Amérique centrale, des associations religieuses et des groupes antiguerres.

La Brèche

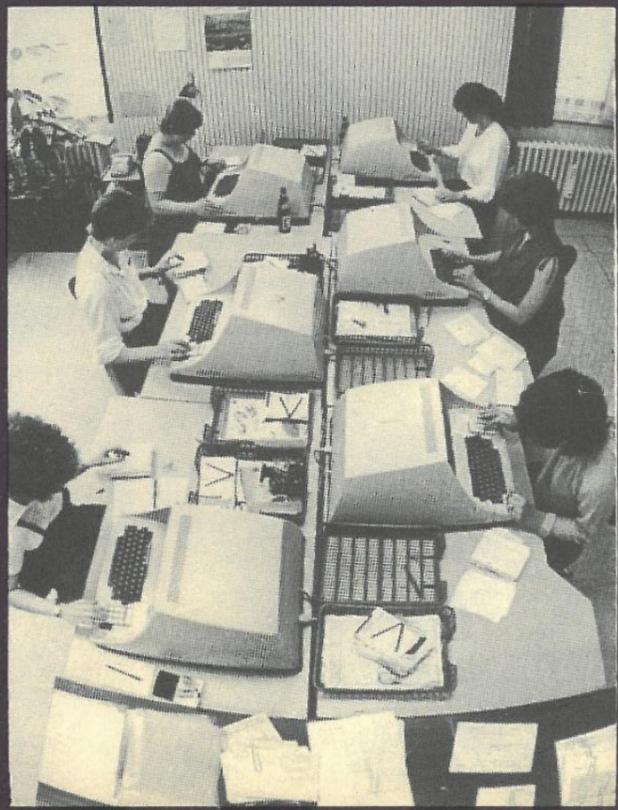
LE 13 MARS
À GENÈVE :

**L'Action
nationale
fait
parler
Le Pen**



JOURNÉE
INTERNATIONALE
DE LA FEMME :

**Femmes
au travail,
vaincre
les
inégalités!**



LE PSO CONTRE L'AMBASSADE SOVIÉTIQUE

Lettre ouverte aux représentants du cinéma et des autorités soviétiques à l'occasion de leur patronage du festival du film soviétique à Lausanne

Messieurs,

Votre présence à l'ouverture de cette manifestation culturelle apporte à celle-ci le soutien des autorités soviétiques.

Le cinéma est un moyen de communication privilégié entre les peuples. Nous sommes heureux que de nombreux spectateurs puissent découvrir ce festival. C'est votre présence que nous contestons.

Toute œuvre d'art parle de la liberté. Votre gouvernement porte le visage hideux de la répression, vous tentez de le couvrir du masque de la liberté en vous insinuant parmi les créations qui seront présentées lors de ce festival !

Votre gouvernement cherche sans relâche à briser toute expression indépendante. Il craint le vers, l'image, le tract, ces mille canaux qui irriguent d'espoir les peuples d'Union soviétique et pourraient les élever contre votre régime. Personne n'est à l'abri de cette menace. Par bonheur, votre police ne peut être au four et au moulin, des réalisations lui échappent. Nous en verrons quelques-unes à Lausanne.

Mais où est Serge Paradjanov, le réalisateur de l'inoubliable *Chevaux de feu* condamné à cinq ans de camp ? En février 1982, libéré il vivait à Tbilissi, privé du droit d'exercer son art. Il était alors à nouveau arrêté, et nous sommes depuis sans nouvelle. Pourquoi avoir contraint Andreï Tarkovski à l'exil ? Ce cinéaste connu regrettait en juillet 1984 de devoir rester à l'Ouest, il ne lui était pratiquement plus possible de travailler dans sa patrie.

Nous ne pouvons, hélas, rappeler ici les noms des centaines d'artistes, de syndicalistes indépendants, de pacifistes et de défenseurs des droits de l'homme qui croupissent au goulag. En 1984 quatre d'entre eux sont morts. Youri Litvine, poète et journaliste, membre du groupe d'Helsinki d'Ukraine, mort en août 1984. Valery Martchenko, philologue et journaliste est mort le 7 octobre 1984, à l'âge de 37 ans. Alexei Nikitine, syndicaliste indépendant militant dans le SMOT, est mort le printemps dernier à l'âge de 47 ans. Oleksa Tikhy, membre fondateur du groupe d'Helsinki d'Ukraine est mort le 6 mai 1984 à l'âge de 57 ans.

Nous dénonçons enfin l'antisémitisme d'Etat qui étrangle la communauté juive soviétique.

Cette dictature totalitaire que vos gouvernants appellent socialiste est un monstre. Nous sommes solidaires des peuples d'Union soviétique et favorables au socialisme démocratique. Solidarność en est un exemple et nous nous réjouissons du jour où un Solidarność soviétique conquerra la liberté d'expression.

Nous vous prions de remettre la présente à vos autorités et leur adressons nos salutations sibériennes.

Parti socialiste ouvrier (PSO), section vaudoise
25 février 1985

JOURNÉE DE SOLIDARITÉ AVEC LES PEUPLES D'AMÉRIQUE CENTRALE

LAUSANNE, samedi 9 mars, dès 17h, Centre paroissial d'Ouchy (CPO, 2, ch. Beau-Rivage)

17h : vidéo, diapos, reportages sur l'Amérique centrale — stands d'information — sangria, empanadas — animation musicale — garderie.

20h : TABLE RONDE sur la situation en Amérique centrale après les élections au Nicaragua et aux Etats-Unis.

Avec la participation de :

- Julia Esquivel, représentante du Comité "Justice et Paix" du Guatemala,
- Norman Miranda, conseiller à la Mission permanente du Nicaragua,
- Oscar Aleman, secrétaire à la Mission permanente du Nicaragua,
- Luis Alonso Enriquez, représentant en Suisse du FDR/FMLN,
- Sylvain de Pury, président de l'Association internationale contre la torture, section suisse,
- Adrien-CI. Zoller, secrétaire romand de Pax Christi,
- Philippe Beck, membre des brigades pour la paix,
- Charles-André Udry, journaliste,
- et des représentants des pays d'Amérique centrale.

22h : "CHANSONS POUR LA PAIX EN AMÉRIQUE CENTRALE"

- William Fierro, nouvelles chansons latino-américaines,
- Laura, chant, guitare,
- Manantial, groupe latino-américain.

Entrée de solidarité : Fr. 5.—

Organisée par le Front de solidarité contre l'intervention des Etats-Unis en Amérique centrale (Comité Nicaragua / El Salvador, PSV, PSO, POP, GTS, APPAS, JOC-immigrée, JSV, Jeunesse Pablo Neruda, JSR, Jeunesses progressistes, Association Suisse-Cuba, ASRC, MIR-Chili, CLI, ATEES, Ligue des droits de l'homme — VD, Comité vaudois pour le droit d'asile, Comité argentin d'information).

Soutenue par Editions Résurgence, Comité Bolivie, Centre Martin Luther King, Mouvement international de la réconciliation — section romande.

Où en sont les femmes au Nicaragua ? Que leur a apporté la révolution sandiniste ? Quels obstacles leur reste-t-il à surmonter ?

Si ces questions vous intéressent, venez en discuter avec deux femmes nicaraguayennes : Maria Lourdes, avocate et Wilma Castillo, psychologue, toutes deux membres de l'AMNLAE (Association des femmes du Nicaragua).

GENÈVE, jeudi 14 mars, 19h, Centre de loisirs des Asters, 45, rue Schaub (il y aura un buffet)

BIENNE, samedi 16 mars, 18h 30, Salle Farel

Org. : Groupe de femmes pour le soutien de l'Oficina legal de la mujer.

L'ACTION NATIONALE (AN) EST-ELLE RACISTE ?

Quelques douzaines de personnes se sont entassées l'après-midi du 20 février dans la salle d'audience du juge d'arrondissement VIII de Berne. Devant la façade du bâtiment s'étalait une banderole sur laquelle on pouvait lire : "Sauver la race germanique — du déjà vu !" Michaël Jordi, membre du PSO, devait passer devant le juge pour s'être "rendu coupable" d'atteinte à l'honneur et de diffamation de l'AN. Jordi a écrit dans un article : "L'AN passe de plus en plus d'une simple xénophobie à une haine raciste de type nazi." L'auteur a maintenu cette appréciation et était disposé à l'expliquer devant un juge.

Mais Michaël Jordi n'est plus le seul à être traîné devant les tribunaux par l'AN. Un étudiant bernois, Jürg Frischknecht, journaliste à la *Wochenzeitung* et co-auteur du fameux bouquin sur l'extrême-droite suisse *Umheimliche Patrioten*, Peter Siegrist, membre du PSO et rédacteur à *Bresche* (organe allemandique du PSO) ainsi que la chaîne allemande de télévision ARD sont également impliqués dans ce procès ou menacés d'une semblable plainte par l'AN. Ce parti est devenu — tout comme Le Pen en France — très friand de procès.

L'AN a été cependant mal conseillée par son avocate Marlies Naef, porte-parole par ailleurs du Comité d'initiative Droit à la vie. Les accusés pourront en effet utiliser cette occasion pour sensibiliser l'opinion publique sur la scandaleuse politique xénophobe de l'AN (voir notre article en page 3).

SOUSCRIPTION AMIANTE

Le PSO a lancé en décembre dernier une souscription pour réunir 40 000 francs. Cet argent nous est indispensable pour couvrir les frais de notre campagne de dénonciation des dangers de l'amiante. En remerciant les donateurs/trices, nous répétons notre appel en vous priant de verser vos dons sur le CCP 80-44457, SAP/PSO, Zurich avec la mention "amiante". Voici les résultats actuels de la récolte :

Etat au 4 février	11 560.—
Donateurs Bâle	60.—
Donateurs Zurich	490.—
PSO Zurich	1200.—
PSO Zoug	662.—
Donateurs La Chaux-de-Fonds	20.—
Donateurs Baden	20.—
Donateurs Brigue	50.—
Donateurs Winterthour	30.—
Total au 18 février 1985	14 092.—

SOMMAIRE

EDITORIAL

NICARAGUA : quand Reagan dégage !

POLITIQUE

Extrême-droite : qui invite Le Pen ?

Jean-Marie Le Pen : un cas de "légitime torture"

3

SOCIAL

Métallurgie genevoise : encore des licenciements

Formation professionnelle : pétition au Conseil d'Etat neuchâtelois

Capitalisme et crise

Fonction publique genevoise : les patrons se fâchent !

Assises européennes : sortir de la défensive

4

4

4

5

5

DOSSIER

Grève des mineurs britanniques : une année de lutte ! (entretien avec P. Heathfield)

La solidarité internationale

6-7

7

FEMMES

Femmes au travail : ouvrières, le degré zéro de l'autonomie

Travail de nuit : les femmes ont gagné une bataille, pas encore la guerre !

8

8

INTERNATIONAL

POLOGNE : la longue marche des travailleurs

NICARAGUA : "Le Nicaragua doit pouvoir choisir librement sa voie", entretien avec Ph. Beck

ISRAEL : une opération si humaine et si juive

NOUVELLE-CALÉDONIE : les colons défient le pouvoir

9

9

10

10

A LIRE

Histoire et société contemporaine : faire sortir la recherche universitaire de son ghetto

11

L'ÉVÈNEMENT

Situation économique au début de 1985 : vers une nouvelle récession

12

12

abonnez-vous

Abonnements à La Brèche :

Fr.

6 mois, enveloppe ouverte . . . 22,50

une année, env. ouverte . . . 45.—

une année, env. fermée . . . 55.—

une année, étranger (Europe) . 80.—

abonnement de soutien . . . 100.—

Administration :

La Brèche, case postale 858

1211 Genève 3

CCP 10-25 669

Rédaction :

La Brèche, 3, rue Chaucrau

1003 Lausanne

Editeur responsable C.A. Udry

Imprimerie CEDIPS, Lausanne

Si nos activités et notre politique vous intéressent :
prenez contact

Parti Socialiste Ouvrier (PSO) section suisse de la IV^e Internationale

Adresses des sections romandes
Parti socialiste ouvrier (PSO) / La Brèche,
case postale 13, 2500 Bienne 4 032 / 22 95 47
case postale 829, 2301 La Chaux-de-Fonds
case postale 28, 1700 Fribourg 6
case postale 858, 1211 Genève 3, 022 / 20 68 02
3, rue Chaucrau, 1003 Lausanne, 021 / 23 05 91
case postale 82, 1020 Renens VD 1
case postale 1532, 2002 Neuchâtel
case postale 485, 1400 Yverdon



Initiative pour une Suisse sans armée

DÉBAT
LAUSANNE, lundi 4 mars, 20h30, Salle du Rond-Point de Beaulieu
avec : Georges Peters, député au Grand Conseil ; J.-P. Jeannerat, Centre Martin Luther King ; Andi Gross, Groupe pour une Suisse sans armée (GSsA).

À PROPOS

QUI A PEUR DES FEMMES ET DES HOMOSEXUELS ?

La ville de Bienne est en émoi. Un festival *Femmes, lesbiennes, gays*, qui y est organisé, a le don d'exciter la rage de tous les bien-pensants de la région, encouragés du reste par l'Eglise protestante et le Parti radical romand. La polémique a pris de telles dimensions que le conseiller municipal socialiste Raymond Glas, qui a défendu la garantie de déficit de 8000 francs accordée aux organisateurs du festival, s'est vu menacer de mort par des lettres anonymes et des coups de téléphone. La section biennoise du PSO a publié un communiqué de presse à ce sujet.

(...)

A Bienne, tout ce qui s'estime bien-pensant hurle contre le festival Femmes, lesbiennes, gays. Le climat de chasse aux sorcières est tel que les organisateurs/trices sont contraints à l'anonymat.

Les censeurs font beaucoup de bruit ces temps-ci : seraient-ils stimulés par les théories de l'extrême-droite française et de ses chevaliers helvétiques ? Pour eux, l'avortement, la contraception, l'homosexualité sont responsables de la dénatalité de la "race blanche", à l'heure où l'Europe risque d'être "submergée" par le tiers monde ! Nous laissons aux censeurs biennois, et d'ailleurs, le bénéfice du doute quant à leurs accointances idéologiques, mais n'en constatons pas moins une tendance à coudre des triangles roses, de sinistre mémoire, à tous ceux et celles qui ne pensent pas comme eux.

Les sectes et l'Eglise protestante ont pris la tête de la croisade. (...) Il est vrai que tous les membres n'affichent pas la même intolérance que le conseil de paroisse de l'Eglise évangélique réformée de Bienne. La preuve ? Le Centre social protestant de Lausanne travaille depuis plusieurs années avec des homosexuels, afin de briser, justement, le silence et de faire reconnaître le libre choix de la sexualité.

Les radicaux ne jurent plus que par le muscle. Ils s'insurgent contre la municipalité qui finance une manifestation culturelle et pas les majorettes, ni les associations qui s'efforcent "de former une jeunesse saine et active par le biais du sport". Nous ne savions pas que la santé et l'activité se traduisaient obligatoirement par la déformation des femmes en objets de défilés ou par la défense des bastions virils et hypersexistes que sont les clubs sportifs masculins.

Homosexualité — femmes s'opposent à virilité — sexisme, voilà pourquoi ces messieurs-dames trépignent de rage. Ils adhèrent totalement aux deux derniers termes et, pour les appliquer, partent en guerre : pas de centre d'information sexuelle et de consultation, pas de mesures contre les violences faites aux femmes, pas d'égalité des droits, pas de reconnaissance de la liberté sexuelle et d'expression...

Petite question : où se trouve la perversité ? Chez celles et ceux qui veulent vivre des relations épanouies ou chez ceux qui veulent imposer leur morale à l'ensemble de la population ? (...)

Parti socialiste ouvrier — Bienne

Extrême-droite :

Le Pen viendra à Genève à la mi-mars. Il était également prévu à Fribourg, mais le député européen, ancien tortionnaire (voir ci-contre), est trop occupé par les élections cantonales françaises. A Fribourg, le leader du Front national était invité par une association patriotique au nom évocateur La Suisse aux Suisses. C'est l'Action nationale (AN) qui, à Genève, s'occupe de sa venue.

L'Action nationale, parti politique dont la virulente xénophobie tient lieu de programme, n'est pas simplement bêtement cocardière. Dans son numéro du 15 février 1985, l'hebdomadaire alémanique *Wochezeitung* révèle l'existence d'une coordination nationale entre plusieurs personnalités de l'AN — dont Mary Meissner, présidente de la section genevoise — et des néo-nazis connus et avérés. Cette coordination vise "... la constitution d'une concordance des forces d'opposition nationales en vue des élections". Pareille unité électorale s'était déjà concrétisée en 1983 et 1984, à l'occasion d'élections cantonales à Bâle et à Zurich. Aujourd'hui le communiqué rendant compte de cette coordination et publié dans *Volk + Heimat* (organe de l'AN) de janvier 1985 ajoute : "La conséquence la plus grave (de l'emprise étrangère, réd.) est l'invasion afro-asiatique : (...) l'essence ethno-culturelle de la Suisse est ainsi menacée..." (WOZ, 15 février 1985). Le Pen, sans

Qui invite Le Pen?

aucun doute, ne peut que se reconnaître dans cette prose baineuse. Bien que l'AN s'en défende et intente des procès — comme Le Pen — à tous ceux qui le montrent, il existe bel et bien une tendance raciste en son sein. Et ce n'est pas nouveau.

Depuis que l'AN organise la mouvance xénophobe en Suisse, il y a toujours eu dans ce parti une fraction ouvertement raciste, autoritaire, militariste et franchement anti-ouvrière. Même si certains s'en défendent, le fait est que l'AN laisse s'exprimer sans entraves dans ses rangs les partisans du racisme le plus ouvert. En janvier 1977, par exemple, *Peuple et Patrie* publie une défense et illustration du système de l'apartheid en Afrique du Sud. Idem lorsqu'un député MNA (Mouvement national d'action républicaine, scission de l'AN aujourd'hui disparue) affirme sans rire : "Dans la brousse, je n'ai pas trouvé de cathédrales ni de la musique. Les gens sont très différents ; il y a des gens plus ou moins développés."¹

Militariste l'AN, et pas rien qu'un peu ! *Peuple et Patrie* se prononce régulièrement pour une élévation des dépenses militaires et un renforcement sensible de la discipline à l'armée (voir *La Brèche* No 333, du 19 janvier 1985). Quoi d'étonnant, dès lors, s'il se trouve des gens pour prôner la collaboration avec ces "partisans de l'ordre et de la discipline" que sont les néo-nazis ?

Tout ceci souligne l'importance de se battre sérieusement contre la xénophobie et le racisme que développe l'AN, qui fait de l'étranger le responsable de tous les maux. A cet égard, le mouvement ouvrier traditionnel a un lourd passif. En réclamant, durant les années de surchauffe économique, une limitation de la main-d'oeuvre immigrée afin de "protéger" le salaire des nationaux, il a favorisé l'émergence de sentiments xénophobes sur lesquels l'AN s'appuie. La bourgeoisie, malgré sa condamnation "morale" des excès xénophobes, a constamment utilisé la présence des travailleurs immigrés pour faire pression sur les salaires et diviser la classe ouvrière, notamment en maintenant le scandaleux statut de saisonnier. Aujourd'hui, c'est au statut de réfugié politique qu'elle s'attaque... Aussi une réponse ouvrière et de gauche passe par une défense conséquente des intérêts de tous les travailleurs — étrangers et nationaux — contre le patron commun, par l'abolition des statuts discriminatoires qui divisent et affaiblissent le mouvement ouvrier et par la lutte contre la dégradation du droit d'asile en Suisse.

P. Girardet

1. Cité dans *Immigration et xénophobie dans la société suisse*. Valérie Bory-Lugon, mémoire de licence, Institut de science politique, Lausanne, 1977, p. 55.

Jean-Marie Le Pen :

Le billet de J.-C. Choffet dans la "Feuille d'Avis de Neuchâtel" du 18 février 1985.

UN CAS DE

«LÉGITIME TORTURE»?

Invité en novembre dernier par le Cercle lausannois de la presse et par le *Renouveau rhodanien valaisan*, Le Pen est accueilli le 13 mars à Genève par l'Action nationale. La tournée de légitimation du leader d'extrême-droite français se poursuit en Suisse romande. J.-C. Choffet vient d'y ajouter son grain de sel dans la *Feuille d'Avis de Neuchâtel* (18 février 1985) à propos de la torture en Algérie (voir ci-dessus).

Accusé par *Le Canard enchaîné* d'avoir torturé en Algérie, Le Pen a nié au procès, le 18 janvier dernier : "J'ai fait ce que j'avais à faire, mais cela ne comportait en aucun cas des interrogatoires."

Le Pen démenti par Le Pen

Aussitôt, J.-C. Choffet met un point d'interrogation sur ces "faits (?) vieux de vingt-huit ans". L'affaire est pourtant grave et porte sur un crime de guerre. Le quotidien *Libération* (12 janvier 1985) en a apporté la preuve par cinq témoignages d'anciens détenus de la Villa des Roses, l'un des centres de torture installés par Massu, en janvier 1957, dans la banlieue d'Alger. Le Pen y dirigeait les interrogatoires, les tortures à l'électricité et à l'eau.

Mais Le Pen nie. *Le Canard enchaîné* (20 février 1985) lui rafraîchit donc la mémoire. A l'Assemblée nationale, le 12 juin 1957, le député poujadiste Le Pen rappelait : "J'étais à Alger officier de renseignement à la 10e Division aérienne". Dans un débat public du 24 mai 1957, Le Pen, de retour d'Alger, s'est fait remarquer par son vigoureux plaidoyer en faveur de la torture, mesure "juste" dans les conditions de la guerre d'Algérie (*Le Monde*, 30 mai 1957).

Ce plaidoyer, Le Pen l'a repris, sous une forme plus atténuée, à Sion en novembre dernier : "Dans la plupart des pays occidentaux, les classes dirigeantes gouvernent avec faiblesse et démagogie parce qu'elles ne croient plus réellement à la supériorité de leur système de valeur qui a pourtant fondé la civilisation occidentale et chrétienne, l'humanisme

Les idées et les faits

Le Pen et torture

Contre le Front national de J.-M. Le Pen, tous les coups sont permis. A quelques jours des élections européennes de 1984, «Le Matin de Paris», quotidien socialiste, annonçait qu'un des candidats du FN, Gustave Pordea, était en réalité un agent des services secrets roumains. Le montage fit long feu.

Il appartenait à un autre journal proche du pouvoir en dépit de ses apparentes velléités d'indépendance, «Libération», d'exhumer des faits (?) vieux de vingt-huit ans. Mieux vaut tard que jamais, diront certains. Sur-tout quand c'est à quelques semaines d'une nouvelle échéance électorale, ajoutons-nous alors... Bref, selon des témoins — tous fonctionnaires de l'Etat algérien —, le lieutenant Le Pen aurait, pendant la bataille d'Alger, torturé des membres du FLN...

Il s'agit d'une affaire franco-française et nous n'en aurions pas parlé si elle ne nous avait fourni l'occasion d'élargir le débat, nous remettant en mémoire un entretien privé que nous avons eu, en 1972, avec le général Edmond Jouhaux, l'un des principaux artisans du putsch d'Alger.

A cette occasion, nous avons évoqué le problème — car c'en était un — de la torture pendant la guerre d'Algérie. Problème qu'au demeurant personne ne niait, à commencer par le général Jacques Massu, qui a toujours reconnu avoir donné des instructions dans ce sens.

Plutôt que de se lancer dans de

filandreuses explications, le général Jouhaux nous rapporta un souvenir personnel. Un jour de 1956, il fut amené à rencontrer le préfet d'une des plus grandes villes d'Algérie. Dans le cours de la discussion, l'administrateur départemental en vint à évoquer des faits dont il venait d'être le protagoniste et le témoin :

«Hier, ici même, dans ce bureau, je me suis trouvé en face d'un poseur de bombes qui venait d'être arrêté. Je lui posai quelques questions de routine, jusqu'à ce qu'il me jette, goguenard : «Moi, vous m'avez eu, mais vous verrez ce que vous prendrez sur la g... demain !» Deux solutions s'offraient à moi : lui offrir le thé, ou donner des ordres pour qu'on le fasse parler. J'ai choisi la seconde solution et ce matin, nous avons intercepté trois terroristes qui s'apprêtaient à poser des bombes dans un grand magasin, dans un stade de la ville et à proximité d'une école. De quoi faire des dizaines de morts, de blessés et d'infirmités.»

A partir de là, aujourd'hui encore, chacun doit se déterminer selon sa conscience. Pour convenir, moyennant un minimum de probité, que le dilemme est autrement aigu que lorsque la question se pose à la rédaction d'un quotidien, dans un salon mondain ou dans une assemblée de section d'Amnesty International.

J.-C. CHOFFET

leur soutirer des informations. Il est cependant très important de leur faire comprendre que le véritable objectif de la torture est de détruire la personnalité de la victime, pas de l'interroger. Les méthodes utilisées par les bourreaux sont méticuleusement conçues pour aboutir à ce résultat." En 1957 à Alger, il s'agissait d'anéantir les fellaghas parce qu'ils n'avaient pas droit à l'existence !

Raison d'Etat

Or ceux que Le Pen, Choffet et tous les autres présentent comme des terroristes étaient des résistants luttant pour l'indépendance nationale de l'Algérie. Les actes terroristes de la Résistance française contre les nazis sont glorifiés, mais ce qui valait pour la France occupée ne vaut plus pour l'Algérie colonisée. Tel est le fond de la pensée de Le Pen et Choffet. En justifiant la torture, ils justifient la colonisation. Le général français De La Bollardière, peu suspect de gauchisme, explique clairement comment la raison d'Etat provoque, finalement, la justification de la torture : "La pire violence, mère de toutes les autres et qui conduira inéluctablement un jour à la torture, celle que tous les puissants de ce monde s'acharnent à cacher sous des oripeaux dérisoires, c'est la raison d'Etat."¹

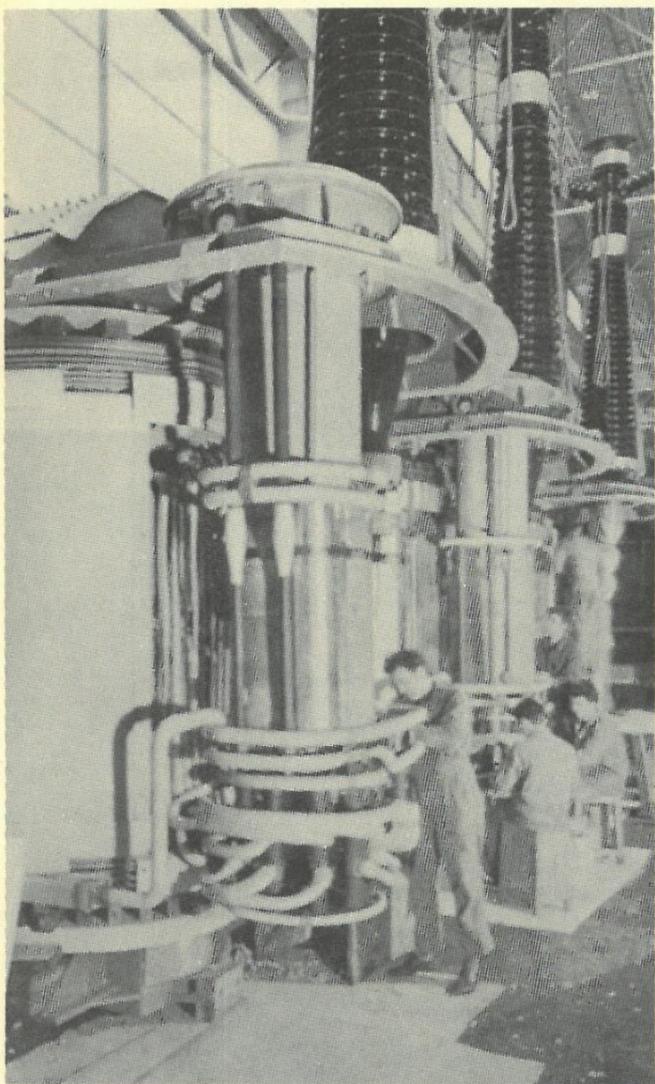
Si Le Pen peut prétendre aujourd'hui qu'il n'a été ni poursuivi ni jugé pour torture, c'est que précisément la raison d'Etat le couvre. Par décret du 22 novembre 1962, tous les faits relatifs à la guerre d'Algérie ont été amnistiés. C'est ainsi qu'un ancien tortionnaire peut devenir un "bon patriote" et que le petit Choffet peut se permettre "d'élargir le débat"... à un simple problème de conscience !

Michel Thévenaz

1. Revue *Actes*, No 47, novembre 1984.

Métallurgie genevoise :

ENCORE DES LICENCIEMENTS!



La direction de Sécheron (BBC) vient de décider d'importantes mesures de restructurations: 90 licenciements dans l'immédiat; à terme, plus de 200 emplois supprimés (on ne renouvellera pas les départs "naturels"). Les travailleurs ont appris ces mesures par la presse... Les commissions du personnel n'étaient au courant de rien. Comme de juste, le plus grand de l'industrie des machines donne l'exemple en matière de bonne foi et de transparence...

Depuis une quinzaine d'années, Brown Bowery (BBC) a pris le contrôle des Ateliers de Sécheron, une des plus vieilles entreprises de la métallurgie genevoise. A Genève, BBC produit des transformateurs et différents systèmes électroniques (liés aux transports publics notamment). Le matériel de traction n'est plus fabriqué dans le canton. Processus classique: Sécheron connaît depuis son rachat une lente érosion de ses activités industrielles au profit de la maison-mère de Baden. Résultat: après une période de chômage partiel et de non-renouvellement des départs "naturels", on licencie brutalement!

Une défense possible

Le redimensionnement de Sécheron est-il économiquement inévitable compte tenu de la baisse des commandes? C'est ce que la direction prétend. Pourtant, Sécheron dépend du marché suisse dans une mesure non négligeable. Un travailleur de l'entreprise bien informé nous assure récemment qu'un renouvellement accéléré du parc de transformateurs installé dans les centrales électriques du pays permettrait de substantiels gains d'énergie (vu le meilleur rendement des produits actuels). Les pouvoirs publics pourraient donc immédiate-

ment donner du travail supplémentaire à Sécheron, contre la garantie du maintien des emplois. De l'argent mieux placé que dans le char Leopard 2! Des investissements qui seraient aussi favorables à la protection de l'environnement!

Par ailleurs, qui peut croire que le plus gros trust de l'industrie des machines, en pleine reprise conjoncturelle, soit obligé de licencier alors qu'il annonce des résultats améliorés pour 1984? L'introduction immédiate des 40 heures dans le groupe, c'est-à-dire l'alignement sur une durée du travail parmi les plus élevées d'Europe, permettrait à elle seule de faire l'économie de ces licenciements et entraînerait même une certaine embauche...

Ces quelques exemples le montrent. La défense de Sécheron avec l'ensemble de ces emplois est possible. Elle nécessite une bataille politique et syndicale. Toit doit être tenté! Le Conseil d'Etat genevois doit être mis sous pression. Les travailleurs peuvent créer un rapport de forces (à eux et à leurs syndicats d'en déterminer les formes). Les syndicats ont aujourd'hui l'occasion de dire un non clair et net au démantèlement de la métallurgie genevoise. Dans ce sens, l'ensemble de la gauche doit faire cause commune avec eux.

J. Borgeaud

* CAPITALISME ET CRISE *

DES VERTUS DE L'URANIUM

En mai dernier, lors de la conférence à New York de la Société américaine pour l'avancement de la science — qui réunit chaque année près de 5000 chercheurs — on a parlé des bienfaits de l'uranium (voir *Science et Vie*, No 802, de juillet 1984). La professeur Lora Mangum Shields et le docteur Alan Goodman ont présenté les résultats d'une étude menée dans la région de Shiprock. Cette contrée, qui fait partie du territoire des Indiens navajos, produit le 40 o/o du minerai d'uranium américain. Là vivent 63 500 Indiens à proximité des mines à ciel ouvert. Les terrils qui contiennent près de 85 o/o de la radioactivité originelle du minerai se trouvent à moins de deux kilomètres des écoles, des

habitations et des bureaux. Des maisons traditionnelles indiennes sont construites avec des matériaux provenant directement des décharges des mines. Sur leurs murs, la radioactivité est trente fois plus élevée que la radioactivité naturelle. Ayant constaté un nombre anormalement grand de malformations chez les enfants de Shiprock, la professeur Shields étudia tous les dossiers médicaux des Indiens navajos nés entre 1964 et 1981, soit 13 329 enfants. Ses conclusions: de 1964 à 1974, le nombre d'anomalies sévères est beaucoup plus élevé à Shiprock qu'ailleurs. Les cas d'hydrocéphalie (présence d'eau dans la cavité cérébrale) et de dysplasie (déformation des os) de la hanche sont huit fois plus fréquents que la

moyenne du pays; les exemples de microcéphalie (réduction de l'encéphale) quinze fois plus. Au total, durant ce laps de temps, le nombre de malformations a été entre deux et huit fois plus important que la moyenne nationale. A partir de 1974 cependant un retour vers la normale s'est amorcé. Or, depuis cette date, on a recouvert tous les terrils des mines d'uranium de 60 cm de terre et de graviers, ce qui, par la même occasion, a fait diminuer d'un quart la radioactivité ambiante. C'est également en 1973 que la plus importante usine de traitement du minerai de Shiprock fut arrêtée. De même, une boîte d'électronique où travaillaient 1200 femmes navajos et où elles étaient exposées à de faibles doses de cobalt-60 et à

d'autres matériaux chimiques a fermé ses portes. Les effets conjugués de ces différentes mesures sont vraisemblablement à l'origine de ce retour à la normale.

Une autre étude, publiée en 1973 et concernant 3366 mineurs d'uranium travaillant dans les Etats de l'Arizona, du Colorado et du Nouveau-Mexique, révèle, pour la période 1950-1968, 70 cas de cancer pulmonaire alors qu'on aurait dû en dénombrer 11,7 cas.

Comme quoi si vous travaillez dans une mine d'uranium ou que vous habitez dans ses parages immédiats, z'avez intérêt à contracter une bonne — très bonne — assurance vie.

Burke

Formation professionnelle :

PÉTITION AU CONSEIL D'ÉTAT NEUCHÂTELOIS



La section neuchâteloise du PSO a déposé dernièrement une pétition auprès du Conseil d'Etat réclamant une amélioration des conditions d'apprentissage. En voici de larges extraits.

Les restructurations et fermetures d'usines des dix dernières années ont eu comme conséquence, entre autres, de modifier les conditions de la formation professionnelle des jeunes.

Bien qu'il n'y ait pas actuellement de pénurie de places d'apprentissage dans le canton, la situation de la formation professionnelle des jeunes se dégrade. De plus en plus de jeunes ont des difficultés à trouver des places d'apprentissage de qualité correspondant à leurs désirs. Des examens d'entrée sélectifs ont été introduits. La section préprofessionnelle est dévalorisée. Les employeurs préfèrent souvent engager des apprentis venant de la section moderne. En conséquence le nombre de jeunes qui suivent une dixième et une onzième année scolaire augmente. Ils sont 727 en 1984.

Le nombre de jeunes en "formation" dans des métiers offrant une faible qualification sans avenir augmente, particulièrement dans le tertiaire. Beaucoup d'apprentis travaillent dans de petites entreprises pour lesquelles ils constituent une main-d'œuvre bon marché. Les chances qu'ils ont d'exercer un emploi qualifié et bien rémunéré après l'apprentissage diminuent.

Les femmes sont particulièrement discriminées. Elles forment le gros du contingent des apprentis les moins bien formés dans les emplois les plus mal payés. L'égalité des droits dans le domaine de la formation est encore loin d'être réalisée. (...)

C'est pourquoi, nous adressons cette pétition au Conseil d'Etat neuchâtelois lui demandant:

1. d'assurer une formation complète de trois ans au minimum aux jeunes qui ne trouvent pas une place d'apprentissage ou aucune autre possibilité de formation correspondant à leur choix. (...)

2. Tous les apprentis(es) doivent bénéficier de deux jours de cours par semaine; ceci afin d'améliorer leur formation de base tant théorique que pratique.

3. Le système des bourses d'étude doit être développé. Un nouveau barème doit être instauré augmentant les prestations.

4. Les directions des écoles secondaires ainsi que les offices d'orientation professionnelle doivent entreprendre une campagne d'information tant auprès des élèves et des parents que des employeurs, afin que le nombre de jeunes filles qui se dirigent vers les métiers "dits" masculins augmente rapidement.

5. La création d'une école cantonale d'infirmiers(ères).



Fonction publique genevoise :

Les patrons se fâchent!



Après un an de négociations, le Cartel des syndicats de la fonction publique genevoise vient d'obtenir un accord qui préserve l'essentiel, faute de tout garantir. Aussitôt, l'ensemble des associations patronales de Genève a publié une "Lettre ouverte" au Conseil d'Etat pour se plaindre des privilèges accordés aux fonctionnaires.

Ces dernières années, les mouvements revendicatifs de la fonction publique genevoise, où le Syndicat suisse des services publics SSP/VPOD a joué un rôle actif, ont réussi là où la majorité des syndicats du public comme du privé ont échoué : l'horaire de travail est de 41 heures, les bas salaires ont été augmentés, la compensation du renchérissement maintenue. Cette mobilisation, bien qu'elle ait été moins forte dans les négociations de 1984, a imposé au Conseil d'Etat genevois le respect — relatif — des revendications du personnel de la fonction publique.

Après un an de négociations en effet, l'accord qui doit être signé le 8 mars comporte notamment : les

40 heures sans baisse de salaire dès 1988, 5 semaines de vacances dès 1989, une petite adaptation des basses classes salariales, les matinées du 1er mai et du 1er août congé, la codification de 20 minutes de pause par jour (mise en cause ces dernières années), la participation de l'Etat à l'assurance maladie haussée de 7.50 à 30 francs, 5 jours de congé syndical par an. L'Etat instituera progressivement le pointage des horaires dans toute l'administration publique.

En revanche, pour les enseignants, cet accord ne donne pas entière satisfaction. La promesse, non tenue, des réductions d'effectifs par classe, n'est pas pleinement garantie. Les enseignants ont par

contre obtenu, au dernier moment sous la menace d'une action, que les "bonus" (heures supplémentaires sur lesquelles l'Etat économisait des millions) leur soient comptés.

Le marchandage a échoué

Le Conseil d'Etat avait donné son accord à ces revendications pensant donner d'une main ce qu'il économisait de l'autre. Il voulait, en effet, mettre en cause la compensation du renchérissement. Le refus a été catégorique dans tout le personnel — policiers compris — ce qui a fait reculer les autorités. La facture finale reste néanmoins modeste : quelque 60 millions de francs sur un budget de plus de 2 milliards.

Au moment où cet accord doit être signé, les Associations patronales genevoises sont sorties de leur silence. Elles ont dépensé l'équivalent d'un salaire annuel (36 000 francs environ) pour publier dans

la presse une "Lettre ouverte" au Conseil d'Etat d'une page contre les "privilèges" des fonctionnaires. Privilèges? Tous les points obtenus dans l'accord sont simplement des revendications que tous les syndicats, du privé et du public, revendiquent. Ce qui choque les patrons — qui prétendent parler au nom de "leurs" travailleurs bien entendu — c'est que ces revendications aient été acceptées. Ils ne veulent pas d'une brèche dans leur "front du refus" des revendications ouvrières. Pour faire passer la pilule, ils vont jusqu'à se faire les champions de l'écologie et du droit au logement :

"Les priorités aujourd'hui ne sont plus à l'amélioration des conditions de travail d'une classe de salariés déjà très privilégiés. Elles sont notamment à la poursuite de l'aide au logement (...) au maintien des postes de travail et à la lutte contre la pollution." Ainsi parlent J. Turrettini, licencié de Sip, F.-H. Firmenich, président des bromateurs de la chimie

genevoise, M. Bruntschwig, patron du *Bon Génie* aux mirifiques salaires de vendeuses!

Nouvelle bataille en vue

Du même coup, le Parti libéral genevois annonce sa volonté, par le biais d'une initiative si nécessaire, de mettre en cause la compensation du renchérissement. L'accord qui doit être signé le 8 mars risque donc fort, en cette année électorale, de devenir l'enjeu d'une plus ample bataille politique. A suivre...

En attendant, les acquis de la fonction publique genevoise peuvent être présentés dans l'ensemble de la Suisse — notamment aux fonctionnaires fédéraux qui ont "obtenus" 42 heures avec mise en cause de la compensation — comme un exemple évident des résultats que peut obtenir une action syndicale fondée sur la mobilisation.

correspondant

Assises européennes à Lausanne :

SORTIR DE LA DÉFENSIVE

Les Assises européennes sur le droit d'asile ont eu lieu du 15 au 17 février dans les locaux de l'Ecole polytechnique et de l'Université de Lausanne. Elles ont rencontré un écho très important. La presse en a abondamment parlé en Suisse et ailleurs. Malgré une préparation ultracourte, des participants en provenance de toute l'Europe se sont réunis à Lausanne. On y rencontrait également des représentants de quasi tous les pays d'origine des réfugiés. Ce succès souligne les possibilités de mobilisation pour la défense du droit d'asile et la portée européenne des problèmes actuels.

Les Assises ont cependant aussi révélé quelques manques. Les représentants des réfugiés étaient pratiquement tous des "politiques". Parmi les participants européens, on rencontrait essentiellement des avocats, des assistants sociaux, des membres d'organisations humanitaires, caritatives ou chrétiennes. Le groupe le plus militant était le CEDRI (Comité européen pour la défense des réfugiés et des immigrants), véritable structure de solidarité européenne avec les réfugiés.

Un manque à combler

A part le PSO, les partis de gauche et les syndicats étaient absents du débat, et cette absence reflète bien le rôle de spectateurs muets qu'ils jouent partout en Europe. C'est là une carence grave pour l'avenir du mouvement de solidarité. En effet, le mouvement doit chercher à impliquer les organisations politiques et syndicales

ou, tout au moins, des courants en leur sein. Car il s'agit de développer un minimum de réactions positives, face aux problèmes des réfugiés, dans les pays d'accueil. Sans cela, le mouvement se limitera aux organisations humanitaires et verra ses possibilités d'action réduites. Il perdra ainsi un levier pour faire pression directement sur les acteurs du drame : les pouvoirs publics et les partis politiques de droite qui utilisent la xénophobie et le racisme pour renforcer leur emprise idéologique sur la population.

Le fossé entre les nécessités de la lutte pour la défense du droit d'asile et les moyens d'action ne cessera alors de croître et le mouvement risquera de se retrouver très marginalisé.

Un débat révélateur

Cette contradiction était présente lors des débats de Lausanne. Ainsi la discussion au sujet des

"vrais" et des "faux" réfugiés, menée avec virulence entre autres par les réfugiés, a montré clairement que la répression politique et sociale actuelle n'a plus du tout un caractère individuel mais au contraire collectif et même de masse. La réalité objective exigerait ainsi un mouvement de solidarité massif en faveur de la transformation du droit d'asile individuel en un droit reconnaissant la dimension collective du problème. Or, on constate que, dans les faits, le droit d'asile subit une évolution exactement inverse : les Etats européens ne font que restreindre toujours davantage la portée pratique du droit d'asile individuel. Le mouvement de solidarité se trouve dès lors acculé à une position strictement défensive, à savoir réclamer au moins l'application du droit d'asile individuel existant.

Des conclusions utiles

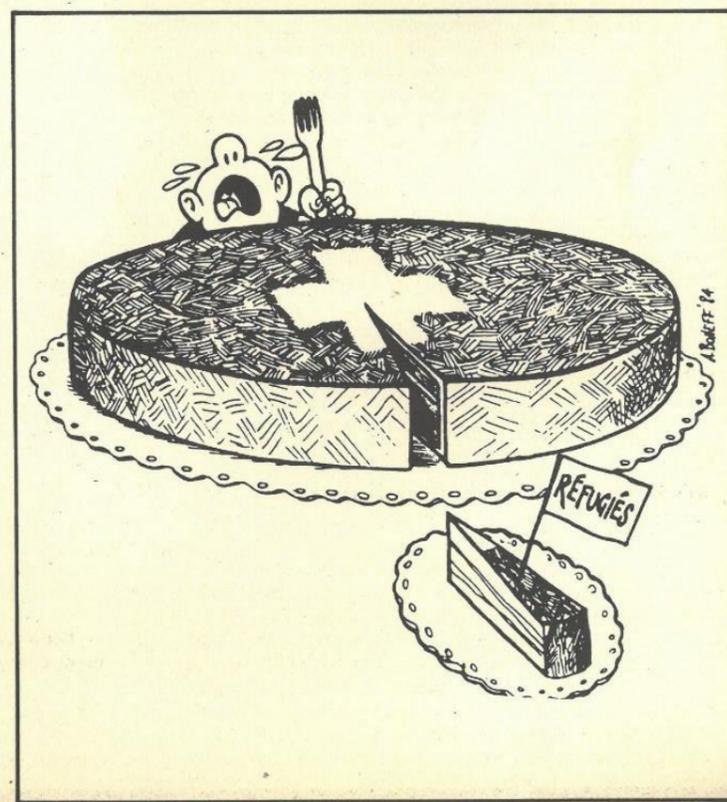
Les interventions en fin de rencontre ont tracé une orientation intéressante pour les activités à venir :

- l'organisation, dans un avenir proche, d'un "tribunal d'opinion" destiné notamment à mettre en évidence les véritables causes et la nature réelle des flux actuels de réfugiés et la nécessité d'y répondre par des moyens adéquats ;
- la nécessité de lancer dans

chaque pays des mouvements de citoyens prêts à s'occuper concrètement de l'accueil et de payer de

leur personne pour empêcher des refoulements.

Urs Faucher



La Brèche : Y a-t-il eu des piquets de grève massifs récemment ?

Peter Heathfield : Il y en a eu pas mal hier, parce que c'était la journée d'action. Mais je crois que la décision d'hier de la Haute Cour du Pays de Galles a créé une certaine consternation. C'est un jugement — en contradiction avec la loi — qui impose une limite de six personnes aux piquets dans le but évident de les rendre inefficaces. On est en train d'y réfléchir, surtout dans le Pays de Galles ; mais dans l'immédiat, pas mal de gens vont hésiter à se rendre aux piquets. (...)

* Que penses-tu de la situation actuelle de la grève ?

— C'est évidemment une phase cruciale de cette lutte qui dure depuis 49 semaines. Elle aura bientôt une année, et c'est une période où les Charbonnages (*la direction des mines, réd.*), soutenus en cela par le gouvernement, ne manifestent aucun désir de négocier. Ils se fondent sur l'hypothèse que la reprise du travail au goutte à goutte deviendra un ruisseau, puis un raz de marée. C'est leur ligne de conduite depuis plusieurs semaines et même depuis plusieurs mois. La tentative de ramener les mineurs au travail a commencé bien avant Noël. Depuis l'été dernier, la direction essaie de persuader les gens de retourner au travail. Je pense que ce qui est significatif en ce moment et que vous ne lirez pas dans la presse britannique, c'est que la grande majorité des mineurs britanniques sont toujours en grève. Les Charbonnages n'arrivent pas à comprendre cela. Notre évaluation actuelle signale 64 o/o de grévistes. Le gouvernement déclarait ce matin à la radio qu'il n'y en a que 57 o/o. A mon avis, c'est un aveu de faiblesse car il a essayé de créer l'impression que la majorité des mineurs sont au travail. D'après nous, dans les sept dernières semaines, environ 22 000 mineurs sont retournés au travail. Il faut dire que l'écrasante majorité de ceux-ci y sont retournés parce qu'ils sont devenus indigents. Une extrême pauvreté, les privations, les difficultés les ont virtuellement forcés à retourner au travail. Ils ne soutiennent pas Mc Gregor (*directeur des Charbonnages britanniques, réd.*) comme ceux qui sont restés au travail dès le début. C'est une catégorie différente de mineurs. 87 o/o de ceux qui ont participé à la grève sont toujours en grève. C'est cela qui est très important. Il y a des indices qui montrent que le gouvernement est aujourd'hui très préoccupé du cours de la livre sterling face aux autres monnaies. Hier soir, la livre est descendue à 1,09 dollar, ce qui signifie que chaque tonne de charbon importée coûte plus cher que le charbon britannique. Du coup, tous ces puits prétendument non rentables sont aujourd'hui tout à fait rentables compte tenu des prix du marché mondial. Tant que la livre sterling vaut plus de 1,25 dollar, nous avons des problèmes sur le marché international. Mais dès 1,25 dollar et en dessous, le charbon britannique est rentable. Le gouvernement doit payer le mazout qu'il substitue au charbon environ 60 o/o de plus que le charbon britannique. Le coût est énorme, ils parlent d'un coût énergétique total hebdomadaire de près d'un million de livres (*environ trois millions de francs, réd.*). D'après un économiste d'Oxford auquel nous avons demandé de faire des calculs il y a cinq semaines, le coût de la grève se montait à 5,5 milliards de livres (*15 milliards de francs, réd.*). Bien qu'officiellement on ne signale aucune coupure de courant, il s'en est produit hier soir à Londres, Hackney et ailleurs encore. Ils appellent ça un "défaut technique"; "défaut technique" qui a duré de 21 heures à une heure du matin. Moi, je trouve ce temps magnifique. J'aimerais que le thermomètre descende encore d'une dizaine de degrés.

Je ne pense pas que les mineurs soient devant une défaite. En ce moment, je suis très optimiste. Je suis par contre préoccupé par la situation des familles, par les problèmes auxquels nous sommes confrontés. Il faut souligner le travail magnifique que nos femmes ont fait pendant cette lutte. Je pense toujours que nous pouvons gagner, nous pouvons sortir de ce conflit la tête haute. Il suffirait que le gouvernement autorise les Charbonnages à négocier raisonnablement un accord honorable. En ce qui nous concerne, nous avons constamment exprimé notre désir de négocier, mais les Charbonnages ne veulent tout simplement pas discuter. Cela fait partie de leur stratégie de déstabilisation. Ils espèrent qu'en refusant toute négociation, ils décourageront les mineurs et les feront retourner au travail. C'est la stratégie qu'ils ont employée pendant les treize premières semaines de la grève quand ils pensaient que la grève allait s'effondrer. Ils pensaient que les jeunes mineurs avec leurs familles, des hypothèques, un niveau de consommation plus élevé, tiendraient deux, peut-être trois semaines. Après treize semaines, ils se sont soudain aperçus que ce n'était pas le cas. Ces jeunes mineurs sont toujours là. 49 semaines plus tard, ils se battent pour leurs emplois. C'est pourquoi je parle avec confiance et optimisme de l'issue de cette lutte.

* Qu'en est-il de la solidarité internationale ?

— Je vous dirai ceci : notre capacité de maintenir ce combat dépend du soutien que nous avons obtenu à l'échelle internationale et de la part de certains syndicats britanniques. Nous avons reçu un soutien de Norvège, de Finlande, de Suède, d'Australie, de Nouvelle-Zélande, d'Europe de l'Est et de l'Ouest. Le soutien a été énorme et nous commençons maintenant à en obtenir des Etats-Unis. Mais c'est peu de chose face à la pauvreté et aux difficultés auxquelles nous sommes confrontés. En Grande-Bretagne, en dehors des communautés minières, on ne se rend pas



Marche de protestation des chômeurs en Grande-Bretagne.

Grève des mineurs britanniques :

UNE ANNÉE DE LUTTE

* ENTRETIEN AVEC PETER HEATHFIELD, SECRÉTAIRE DU NUM *

La grève des mineurs entre dans son douzième mois. Une année au cours de laquelle les mineurs ont dû faire face avec un courage réel à toutes les attaques, pressions et intimidations imaginables. Car l'enjeu est formidable ; il concerne l'ensemble du mouvement ouvrier britannique, voire européen. Raison pour laquelle les médias internationaux rendent compte d'une manière très déformée de la réalité de ce combat et de la répression terrible dont sont victimes les grévistes. Nous avons rencontré le 12 février dernier Peter Heathfield, secrétaire du syndicat des mineurs (NUM), pour lui demander de préciser les enjeux de la grève. La traduction française est de la rédaction.

compte de ce que les mineurs et leurs familles doivent endurer. Il y a des mineurs qui n'ont pas une paire de souliers décents à mettre pour aller au piquet. Nous avons des gens qui ont perdu leur maison, d'autres ont vu leurs meubles ou leur voiture saisis par les compagnies de vente à crédit. Mais après 49 semaines, ces gars serrent toujours les rangs, solides, déterminés, unis. Pourtant nous n'avons fait aucune revendication. Ce sont les Charbonnages qui ont brisé un accord : ils sont revenus sur un accord tripartite. Nous refusons d'accepter la politique de Mc Gregor qui va envoyer prématurément ces jeunes gens au chômage. C'est une bataille pour l'avenir de l'industrie, de l'emploi, des communautés minières. Si vous allez dans le Nord-Est qui a été décimé par les fermetures de puits pendant une bonne vingtaine d'années, en Ecosse ou au sud du Pays de Galles, vous constaterez que les communautés minières ont virtuellement disparu, que les magasins, les bibliothèques, les écoles, les piscines sont fermés. Dans ces régions, le chômage des jeunes dépasse 60 à 70 o/o. Ce sont les conséquences des politiques précédentes, et la politique de Mc Gregor va largement aggraver cette situation. Voilà, nous sommes en lutte et nous sommes déterminés à gagner.

* Est-il possible que les mineurs renversent le gouvernement comme en 1974 ?

— En tant que socialiste (*en Angleterre, le terme de socialiste s'emploie en opposition à celui de social-démocrate, réd.*), je trouverais l'idée très plaisante. Bien sûr notre

principale préoccupation est d'amener un changement dans la politique que le gouvernement impose à la direction des Charbonnages et qui contredit tout ce qui a été fait les années passées. Mais avec la majorité dont il dispose, il n'aura pas besoin d'en appeler au pays comme Ted Heath l'a fait en 1974¹.

A l'époque, le cabinet Heath voulait obtenir une plus grosse majorité pour faire passer sa politique. L'électorat l'a jeté dehors. Mme Thatcher a une majorité de 140 sièges et n'a pas besoin d'en appeler au pays. Evidemment, j'aimerais que ce soit possible.

* Le fait que Mme Thatcher est en train de s'attaquer maintenant aux grandes communes urbaines comme Manchester, Liverpool, le Grand Londres, etc. ne va-t-il pas élargir l'opposition ?

— Je pense que la plupart des Anglais reconnaîtraient que Mme Thatcher a brisé le moule de la politique anglaise. Depuis la dernière guerre, à l'exception du premier gouvernement travailliste d'après guerre (1947-1950), qui était nettement socialiste², on a eu affaire, de 1950 à 1977, à une politique de consensus. Les deux partis (*les travaillistes et les conservateurs, réd.*) se sont déplacés vers le centre et ont mené une politique en direction de "l'électorat flottant". En revanche, Mme Thatcher a adopté une politique beaucoup plus à droite. Son but est de miner l'autorité des syndicats, de les affaiblir, et de réintroduire le genre de politique qui prévaut dans votre pays, c'est-

SOLIDARITÉ AVEC LES MINEURS BRITANNIQUES ET LEURS FAMILLES RÉCOLTE DE VÊTEMENTS

L'OFRA (Organisation pour la cause des femmes) organise une récolte d'habits et chaussures (enfants), nourriture (lait en poudre, riz, pâtes, chocolat...), produits de toilette à la Maison du Peuple, salle 4, Lausanne, le vendredi 8 mars, dès 14h. De 19h à 23h : discussion avec une femme rentrant des régions en grève.

Le Comité yverdonnois de soutien aux mineurs britanniques organise une récolte d'habits, à la rue du Four 11, Yverdon, aux dates suivantes : mardis 5 et 12 mars, de 09h à 19h, jeudis 7 et 14 mars, de 19h à 21h, samedis 9 et 16 mars, de 9h à 17h. Un ramassage à domicile est possible (tél. 024 / 21 00 08, de 12h à 14h).

Organisation : Comité de soutien aux mineurs britanniques, soutenu par le Groupe femmes du Nord Vaudois, PSO, POP et JSR.

Un transport spécial apportera ces vêtements directement aux mineurs, à la fin du mois de mars.

Pour vos dons en espèces : Comité de soutien aux mineurs britanniques, CCP 12 - 16462 - 5, Genève.

à-dire là où les forces du marché agissent librement, où le profit maximum est le critère principal de réflexion des dirigeants. Nous avons donc un problème qui aura des répercussions dans tout le monde industriel. Nous recevons un nombre surprenant de lettres de pays comme la France, l'Allemagne, l'Autriche, la Scandinavie. Ces syndicalistes nous disent "votre problème est le nôtre". Si les mineurs sont battus, les travailleurs dans d'autres pays sentiront la pression des gouvernements capitalistes.

* Est-il possible de construire une gauche autour de votre grève dans le Parti travailliste ?

— Les problèmes que nous avons en tant que socialistes en Grande-Bretagne sont les mêmes que ceux que vous avez en Suisse. Nous sommes une minorité. Mais nous travaillons, comme vous je pense, à amener les gens à partager notre point de vue. Si possible dans le Parti travailliste parce que c'est le mouvement de masse des travailleurs, que cela nous plaise ou non. On essaie de persuader ce mouvement de masse d'agir d'une façon différente. Mais en ce moment, c'est triste à dire, il n'y a pas beaucoup de progrès. Le mouvement ouvrier est en général sur la défensive.

* Mais la grève ne renforce-t-elle pas la gauche y compris dans le Parti travailliste ?

— C'est toute une discussion. Il y en a dans le mouvement ouvrier qui ne partageraient pas ce point de vue. Moi, je suis d'avis que le mouvement ouvrier a la responsabilité de soutenir toute lutte d'ampleur. Ce devrait être son devoir et son obligation de soutenir ceux qui sont en lutte. Mais tout le monde ne pense pas comme ça dans le mouvement ouvrier britannique. Certains aimeraient que les mineurs s'en aillent, que le problème disparaisse. Ainsi Neil Kinnock, leader du Parti travailliste et député d'une circonscription minière, a manqué de répondant au cours de cette lutte. Le mouvement est donc divisé.

* Un mineur qui retourne au travail reste-t-il membre du syndicat ?

— Oui, parce que nous avons la *closed shop*, c'est-à-dire

que tous ceux qui travaillent dans ou autour des houillères doivent être membres de l'un des syndicats nationaux des travailleurs des mines. Il existe un ou deux exemples dans le Nord-Est où des mineurs qui sont retournés au travail ont été suspendus par leur syndicat. Mais c'est très rare. Il est important de comprendre que nous sommes une organisation fédérative. Chaque région géographique est un syndicat en soi, enregistré indépendamment. Des représentants de ces régions se rencontrent au niveau national pour formuler une approche commune des problèmes des mineurs. Avant la grève, l'argent était dans les régions. En ce moment, il se trouve à Zurich, mais nous ne pouvons pas y toucher.

* Où en est la question des fonds du syndicat des mineurs (NUM) ?

— Un percepteur a été nommé par les tribunaux pour contrôler les affaires financières du NUM. Scargill, Mc Gahey et moi-même avons été licenciés de nos fonctions d'administrateurs de l'organisation, les tribunaux nous ayant trouvés inaptes à nous occuper de l'argent du syndicat. Notre crime fut de l'avoir mis hors d'atteinte. Il y a trois semaines, le percepteur a annoncé qu'on lui avait payé l'amende, qu'il avait récupéré l'argent déposé à Zurich. Mais il a menti. La banque associée à Nobiliz Finance et qui a son siège à Düsseldorf a payé les cinq millions de livres (environ 15 millions de francs, *red.*) au percepteur de Londres. C'est donc la banque associée qui a versé cet argent. Notre argent demeure intact à Zurich. Cependant nous n'y avons pas accès. Il est regrettable que le directeur de Nobiliz Finance ait déclaré au percepteur qu'il détenait de l'argent du syndicat, ce qui, à notre avis, représente un manquement à ses obligations de fiduciaire.

* La presse suisse dit que le syndicat est divisé, qu'en est-il ?

— Les Charbonnages voudraient bien créer une division. Voyez-vous, le fond même de ce conflit est à chercher dans le fait qu'ils veulent préparer l'industrie charbonnière nationalisée à une reprivatisation. Dans cette perspective, leur pire handicap est un syndicat fort, vigoureux et militant. Avec ce genre d'organisation, vous n'allez pas attirer du capital privé. L'objectif est donc de fragmenter cette organisation syndicale, pour ensuite fragmenter le secteur minier. Cela leur permettra de vendre les "super puits", les "super complexes", probablement aux compagnies pétrolières internationales qui ont beaucoup investi dans l'industrie charbonnière partout dans le monde. Notre force, c'est d'avoir un syndicat unique, mais c'est également d'avoir un seul employeur. Si le gouvernement parvient à briser notre industrie, à fermer les puits prétendument non rentables, à nous imposer une vingtaine de patrons différents, à fragmenter l'organisation syndicale, cela signifie qu'on ne pourra plus mener des actions syndicales unifiées efficaces... ou qui devraient l'être.

* Que veux-tu ajouter pour finir ?

— Nous survivons grâce à la solidarité d'autres syndicats qui paient nos factures, notre personnel. On n'est plus payés, comme les mineurs. Quand ils seront payés on le sera aussi. J'espère que c'est pour bientôt !

12 février 1985

1. Le 10 février 1974, la grève était totale dans les puits. Suite à cette grève des mineurs, le gouvernement conservateur de Heath dissout le Parlement. Aux élections anticipées qui suivirent le Parti travailliste l'emporta et Wilson devint premier ministre.

2. C'est ce gouvernement qui a nationalisé les charbonnages.

La solidarité internationale

Comme l'explique Peter Heathfield dans son interview, la solidarité internationale est indispensable pour les mineurs britanniques. Nous en donnons quelques exemples ci-dessous, pris dans trois différents pays européens.

BELGIQUE

Depuis le 12 décembre, les syndicats des transports affiliés aux trois confédérations syndicales FGTB, CSC et CGSLB ont refusé de charger des bateaux avec du charbon destiné à la Grande-Bretagne. Le boycott a commencé à Gand, d'où est envoyé la plupart du charbon pour la Grande-Bretagne. D'après l'UBOT, syndicat des transports affilié à la FGTB, au 17 décembre trois bateaux avaient déjà été boycottés. L'un d'entre eux a pu partir avec la moitié de sa cargaison, mais les autres n'ont pas été chargés.

A cause de la grève des mineurs, les exportations de charbon belge vers la Grande-Bretagne ont augmenté de 81 o/o pour les six premiers mois de 1984 par rapport à la même période de 1983. Les chiffres comparables pour les exportations de charbon d'autres pays vers la Grande-Bretagne sont de 162 o/o pour la Pologne, 200 o/o pour les Etats-Unis et 1000 o/o pour les Pays-Bas. Il est donc urgent que l'exemple des travailleurs belges soit suivi dans d'autres pays. Au cours d'une réunion commune avec le TUC britannique, le 8 décembre à Londres, les syndicats des transports de Belgique, des Pays-Bas et de RFA s'étaient déjà mis d'accord sur le principe d'un tel boycott. Maintenant, il faut que cet accord soit appliqué dans les faits. Comme le dit une pétition qui circule dans le mouvement syndical belge, "le mouvement syndical tout entier doit faire en sorte que plus le moindre gramme de charbon n'atteigne l'Angleterre à partir de notre pays".

LUXEMBOURG

La déclaration suivante de la FNCTTEL (section jeune du syndicat des cheminots) est parue dans les principaux journaux du pays, au mois de décembre 1984 : "La tentative des tribunaux britanniques de saisir les fonds des mineurs et donc de briser leur résistance, pour en finir une fois pour toutes avec cette grève qui dure déjà depuis dix mois, constitue un scandale. (...) Au Luxembourg, nous, de la FNCTTEL, nous nous solidarisons avec le NUM et exigeons que les tribunaux britanniques soient empêchés de toucher aux biens du NUM déposés au Luxembourg." Le NUM a en effet déposé une partie de ses fonds dans des banques luxembourgeoises, pour éviter qu'ils ne soient saisis par les tribunaux britanniques.

La déclaration se poursuit en faisant remarquer que des sociétés et des gouvernements bourgeois, de même que des dictatures militaires, pouvaient déposer leur argent dans des banques au Luxembourg sans aucun risque. Pourquoi traiter le NUM différemment ?

FRANCE

Mitterrand aide Thatcher à briser la grève en livrant du charbon à la Grande-Bretagne. Dans une opération semi-clandestine, du charbon a été transporté de la ville minière de Gardanne, apparemment à destination de Villeurbanne, alors qu'en réalité, selon une circulaire interne de la SNCF (chemins de fer), ce charbon devait prendre une autre destination. Ayant appris ce qui se passait, le syndicat CGT fit en sorte que le charbon en question soit versé sur la voie ferrée de la gare de triage de Calais, port d'embarquement du charbon pour la... Grande-Bretagne. Il semble aussi qu'il y ait eu des discussions entre Thatcher et le gouvernement français sur la possibilité que la France exporte de l'électricité en Grande-Bretagne pour éviter qu'il y ait des coupures de courant.

Mais si les gouvernements capitalistes organisent la coopération pour briser la grève, la solidarité des syndicalistes français avec les mineurs britanniques se développe elle aussi. A Noël, plusieurs délégations se sont rendues en Grande-Bretagne pour apporter des jouets et de l'argent aux mineurs et à leurs familles. Le secteur santé du syndicat CFDT de la région parisienne a organisé deux convois avant Noël, qui transportaient entre autres des jouets envoyés par les ouvrières de l'usine de fabrication de poupées Bella de Perpignan, qui ont elles-mêmes l'expérience d'une longue lutte pour défendre leurs emplois. Un de ces convois a été retenu durant 24 heures au port de Douvres par les douaniers, et il a fallu l'intervention du consul de France pour qu'il puisse poursuivre sa route. La CGT a envoyé plus de 100 000 cadeaux de Noël pour les familles des mineurs. Elle a l'intention d'organiser d'autres convois au début de 1985. De son côté, la LCR (Ligue communiste révolutionnaire, section française de la IVe Internationale) a fait parvenir 1000 livres (environ 3200 francs suisses) aux mineurs de Cardiff (Pays de Galles) et maintient ouverte une souscription en faveur des mineurs en grève.



Des grévistes "récoltent" des déchets de charbon sur les terrils pour se chauffer.

Femmes au travail :

OUVRIÈRES: LE DEGRÉ ZÉRO DE L'AUTONOMIE

Le patronat suisse et son gouvernement, avec ses administrations (CFF et PTT), se font les chantres de la "flexibilité" du travail, de la "modernisation". Les travailleuses sont parmi les cibles privilégiées (!) de cette politique. La "flexibilité" a, pour elles, un sens précis : plus leur travail est flexible, plus il est mis sous surveillance, à chaque seconde de son déroulement. Les méthodes appliquées aujourd'hui dans l'industrie horlogère illustrent cette idée. A Granges, les patrons horlogers apposent gracieusement des autocollants qui déclarent : "Il est interdit de parler"! L'étude¹ que nous publions ci-dessous, faite sur la base de statistiques françaises, démontre avec clarté combien l'utilisation-exploitation des travailleuses est en rapport direct avec la possibilité de réduire à zéro leur marge d'autonomie. Les intertitres sont de la rédaction.

(...) Je souhaite rappeler ici, avec quelques chiffres, (...) une série de clivages hommes/femmes dont l'ampleur peut étonner.

(...)
En se référant à une liste sommaire de "type de travaux" (fabrication, manutention, emballage, transport, livraison, travail administratif, services sociaux, etc.), on constate que la relation entre qualification et insertion dans l'organisation de la production n'est pas du tout la même pour les deux sexes. La "fabrication", le conditionnement ou l'emballage sont, relativement, beaucoup plus répandus chez les ouvrières, alors que l'entretien, le réglage, la réparation, le transport sont dans une large mesure "des travaux d'hommes". Autre remarque qui recoupe les observations que je ferai par la suite : dans l'ensemble de la catégorie ouvrière, 5 o/o des hommes, et seulement 1 o/o des femmes, se voient confier des tâches d'"organisation du travail, encadrement".

Cette dernière constatation est statistiquement parlant, sans grande importance, puisque globalement les fonctions d'encadrement sont bien sûr très rares chez les ouvriers. Mais c'est un premier repère : au sein même de la catégorie ouvrière, comme dans l'ensemble de la population salariée (répartition cadres/non-cadres, etc.), il y a **priorité d'affectation des femmes aux postes les plus assujettis.** (...)

Des contraintes qui touchent d'abord les ouvrières

On peut accumuler, sur ce sujet, une série d'observations qui vont dans le même sens. Quelle que soit la forme d'astreinte à laquelle on s'intéresse, les ouvrières sont premières concernées :

- **contrôle des horaires** : 27 o/o des ouvriers, 40 o/o des ouvrières doivent utiliser l'horloge pointeuse.

- **assujettissement à une contrainte de temps de type automatique** (produit ou pièce qui se déplace, machine à cadence automatique) : 2 ouvrières spécialisées sur 5, et 2 ouvrières qualifiées sur 9 sont soumises à une contrainte de ce type, soit deux fois plus, en proportion, que les hommes des mêmes catégories. En complément, une étude par tranche d'âge est très révélatrice : chez les ouvriers hom-

8 mars, Journée internationale de la femme
MANIFESTATION NATIONALE samedi 9 mars, Saint-Gall

14h15 : rassemblement devant la gare pour le départ de la manif qui ira jusqu'au séminaire de pédagogie curative, où, dès 16h30, commencera le forum.

20h : Fête avec musique et buffet au Grabenhalle (à trois minutes de la gare). Le forum et la fête sont réservés aux femmes.

Organisation : OFRA, soutenue par les commissions femmes du PSS, PSO, POCH, SSP/VPOD, FOBB, SLP.

mes, la fréquence des travaux "à cadence automatique" varie peu avec l'âge, mais chez les femmes, elle est surtout extrêmement élevée pour les ouvrières les plus jeunes :

- **impossibilité de choisir le moment des pauses** : la différence est surtout sensible chez les OS². Il n'est pas fréquent de toute façon qu'un(e) OS puisse déterminer le moment où il (elle) prend son temps de pause; mais c'est encore deux fois plus rare pour les OS femmes (14 o/o) que pour les OS hommes (29 o/o). (...)

J'en termine avec cette énumération en comparant les situations en matière d'**empêchement de parler**. Si l'on s'en tient aux empêchements liés aux bruits, ou à l'isolement du poste, les écarts hommes/femmes sont peu importants. En revanche dès qu'on observe les effets des contraintes disciplinaires (interdiction de parler), ou ceux des exigences de la tâche effectuée (impossibilité de détourner son attention du travail en cours), le "sur-assujettissement" des femmes apparaît à nouveau, et en même temps, celui, déjà indiqué, des ouvrières les plus jeunes.

Trois remarques

(...)

1) Il faut d'abord éliminer une ambiguïté à laquelle notamment se prêterait le titre de ce texte. De nombreuses études ergonomiques, consacrées récemment à l'analyse des tâches ouvrières dites "non-

qualifiées" et spécifiquement aux postes fordistes-types,³ obligent à préciser ce qu'on entend par "autonomie" dans l'exécution du travail. Les gestes et interventions d'un(e) OS, quelle que soit la précision du plan de travail établi par le bureau des méthodes, ne sont jamais identiques d'une séquence à l'autre, jamais analogues d'un ouvrier à un autre, jamais conformes aux gestes et interventions théoriquement prévus. Cette masse de mini-décisions, de mini-modifications, "autonomes" de la part des ouvrier(e)s, contribue à la fois à surcharger leurs fonctions physiques et mentales, et à garantir le fonctionnement effectif de la séquence productive, qui, sans cela, verrait se multiplier les pannes et les malfaçons.

Ce n'est évidemment pas à cette autonomie "de fait" que mon titre fait référence, mais bien à l'autonomie réelle, celle qui laisse à chacun(e) une capacité suffisante de gérer librement ses mouvements, ses postures, ses pensées, son temps, ses relations sociales. C'est de cette autonomie-là que les ouvrières sont massivement privées.

2) J'ai décrit les contraintes qui pèsent particulièrement sur les ouvrières, mais pas celles qui touchent davantage les ouvriers hommes. Celles-ci méritent d'être rappelées : davantage d'horaires décalés, de travail dominical ou nocturne, de port de charges lourdes, de secousses ou vibrations, de températures élevées, etc. On ne va pas dissenter sur la question de savoir, de ces deux "lots" de contraintes, quel est le plus insupportable. Mais ils présentent des caractéristiques spécifiques sur lesquelles Anne-Françoise Molinié et moi avions insisté dans un article d'*Economie et Statistique* :

"Les contraintes plus marquées chez les hommes se trouvent en même temps les plus aisément mesurables. On peut chiffrer un horaire de travail, compter des heures de nuit, peser une charge, mesurer une température (...). On peut beaucoup moins facilement mesurer la répétitivité d'un travail (...). Ces différences de mesurabilité, qui ne sont pas sans effet sur l'investigation statistique, ont sans doute aussi des conséquences dans un domaine voisin des conditions de travail : le calcul du salaire. (...)

"Il n'existe guère de "prime de répétitivité", de "prime pour cadence contraignante", ou de "prime pour impossibilité de communication avec les collègues". En fait, les seuls types de primes que les femmes touchent plus fréquemment que les hommes sont les "primes de rendement", c'est-à-dire des rémunérations liées non aux conditions de travail elles-mêmes, mais au rythme que le salarié parvient à s'imposer."⁴

3) J'ai montré l'ampleur de certaines contraintes de travail, mais je n'ai rien dit de leurs conséquences. Psychiatres, sociologues, médecins, et pour commencer les ou-

vrières elles-mêmes, se sont chargés de les faire connaître : dépérissement des facultés physiques et intellectuelles, dans le travail et surtout au-dehors, incapacité grandissante à prendre des initiatives dans la vie de tous les jours, répercussions sur les relations familiales et sociales, etc. Et donc aussi répercussions sur les relations entre femmes et hommes, dans et hors travail.

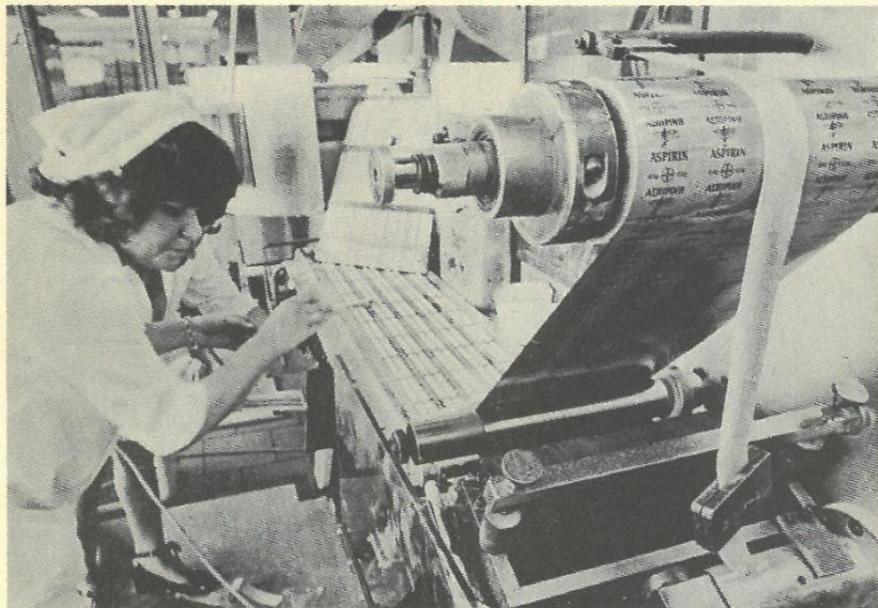
Serge Volkoff

1. Cette étude de Serge Volkoff a été publiée dans la revue *Les Temps modernes*, de janvier 1985.

2. OS : ouvriers(ères) spécialisé(e)s. En France, OS désigne les travailleurs(euses) sans qualification.

3. Type de chaînes de montage et de travail mis au point par H. Ford dans la production en série d'automobiles.

4. *Economie et statistique*, revue publiée par l'Institut national de statistiques économiques en France.



Travail de nuit :

Les femmes ont gagné une bataille, pas encore la guerre!

Alarmé par les bruits d'une nouvelle demande concernant le travail de nuit des femmes à Ebauches SA, le Comité travail et santé qui regroupe des représentants de toutes les organisations ouvrières a demandé une entrevue au Conseiller d'Etat neuchâtelois chargé du Département de l'industrie. Une délégation cantonale a été reçue par MM. Dubois et Sermet.

Il apparaît aujourd'hui clairement que la direction d'Ebauches SA compte introduire le plus vite possible le travail de nuit des femmes dans ses centres de production de MEM/Marin et ETA/Granges. Aucune démarche "officielle" mais des prises de contacts qui ne permettent pas le doute : "La direction prépare un nouveau dossier économique et social pour reposer une négociation", nous a-t-on annoncé au Château. Selon Dubois (conseiller d'Etat socialiste), l'introduction du travail de nuit des femmes est inéluctable; tôt ou tard on n'y coupera pas, compétitivité oblige. "A partir de là, il vaut mieux préparer la chose que de la subir", estime Dubois en précisant que, personnellement, il est pour que les femmes soient engagées de nuit au même salaire que les hommes. "Si la direction d'Ebauches SA admettait cela, ce serait un grand progrès. Ce sera sans doute une condition du côté syndical", ajoute-t-il, jugeant que c'est chose possible.

On le voit, la discussion reprend

bon train et ce à moins de six mois de la décision négative du Conseil fédéral! Sous le prétexte de la guerre économique, on cherche à remettre en cause un à un tous les acquis sociaux. Des arguments nouveaux, Ebauches SA n'en a apparemment aucun, si ce n'est le chantage (connu) d'investir dans des pays où les femmes sont autorisées à travailler de nuit dans l'industrie. Quand on sait que cette direction vient de décider la fermeture d'un atelier à Tissot au Locle, dans la perspective de le remplacer par un "atelier-frontière" avec des salaires de moins de 8 francs de l'heure, on voit aussi à quoi ressemblerait l'égalité des salaires entre femmes et hommes: une baisse générale des salaires. Compétitivité oblige?

Le Comité travail et santé et les organisations qui le composent sont mobilisés. Ebauches SA devra compter avec une opposition ferme et décidée. Foi de PSO.

Marianne Ebel

Pologne :

La partie qui se joue en Pologne ressemble à un interminable match d'échec. D'imperceptibles modifications renversent les situations et modifient les rapports de forces. Mais l'enjeu concerne la vie du mouvement ouvrier polonais, l'un des plus puissants d'aujourd'hui. Solidarność, lors du soulèvement d'août 1980, écrivait sur son drapeau le vieux mot d'ordre des révolutions polonaises "pour notre victoire et la vôtre".

Au cours de ce siècle, la révolution socialiste, humaniste et égalitaire s'est ensablée en Europe dans les marais staliens. Ce siècle touche à sa fin et les masses opprimées subissent une des crises les plus douloureuses de leur histoire. Notre solidarité avec Solidarność, c'est aussi notre conviction que les pas en avant conquis par ce syndicat sont un progrès pour tous les travailleurs.

"Les autorités prennent avantage de notre passivité, de notre fatigue, de notre faiblesse. Cela fait trop longtemps que nous n'avons pas répondu à l'illégalité, à l'exploitation et à la pauvreté." C'est par ce cri de révolte que le 19 février dernier Radio Solidarność appelait les travailleurs à la grève du 28 février, au cours de sa première émission depuis des mois de silence.

Cet émetteur reprenait ainsi l'appel à la grève nationale lancé un mois plus tôt par la Commission provisoire de

La longue marche des travailleurs

coordination de Solidarność, la TKK. Ce message n'est pas un vain cri. Il sanctionne un mois de mobilisation patiemment organisée, des commissions ouvrières aux coordinations régionales jusqu'au niveau de la direction nationale. Ce message exprime l'exaspération, la combativité et la conscience de larges masses polonaises. Dès le mois d'octobre dernier, un vigoureux débat anime le syndicat; il concerne la préparation au combat contre le double projet du gouvernement pour début 1985: la nouvelle hausse des prix des biens de consommation de première nécessité, la prolongation de la journée de travail sans augmentation de salaire. C'est au terme de ce long débat que la TKK prenait sa décision, après avoir senti la pression combative des travailleurs. Cette pression était telle que le 24 février, alors que le compte à rebours à la veille de la grève a commencé, les "syndicats" officiels eux-mêmes étaient contraints de protester contre l'augmentation des prix, offrant l'occasion au gouvernement de retirer son projet, le 25 février. Le 26 février, Solidarność à son tour décommandait la grève générale.

Le syndicat a-t-il capitulé? Non. La Pologne est aujourd'hui, avec l'Angleterre dans une moindre mesure, le seul pays industriel où la classe ouvrière est en lutte ouverte et permanente contre les institutions d'un régime. Quel sens dans ces conditions aurait eu une grève minoritaire alors que sur l'essentiel la victoire a été remportée par Solidarność. Comme le dit Walesa: "C'est la première fois depuis 1981 que le pouvoir prend en compte les aspirations de la société. (...) Jamais encore le pouvoir n'avait été contraint de revenir sur une décision prise."

Solidarność enfin s'est renforcée. L'amnistie a été conquise par les manifestations de rues des années précédentes, par la campagne nationale de boycott des élections municipales. Parce que les structures du syndicat dans la clandestinité n'ont jamais été vaincues. Ainsi Solidarność libère des dirigeants dont les autorités n'avaient jamais obtenu la moindre concession durant leur séjour en prison. Libérés, ils rejoignent aussitôt le mouvement et en renforcent la puissance. Ils lui restituent l'expérience de lutte de centaines de cadres expérimentés qu'ils sont, et le mouvement gagne en confiance par cette victoire.

Solidarność a aujourd'hui rappelé que ce régime est composé de parasites qui oppriment et exploitent les travailleurs. Cette victoire syndicale, la première depuis le coup d'Etat, est un premier pas. Solidarność a repris l'initiative. Jusqu'au bout nous serons à ses côtés.

Claude Leuwen

«Le Nicaragua doit pouvoir choisir librement sa voie»



La construction d'un abri anti-aérien.

photo CMLK

* ENTRETIEN AVEC PHILIPPE BECK,
SECRÉTAIRE AU CENTRE MARTIN LUTHER KING (CMLK) *

La révolution nicaraguayenne a eu un impact important non seulement auprès de tous les anti-impérialistes mais également dans des milieux plus larges. La solidarité qui s'est organisée en faveur de ce pays regroupe ainsi des militant(e)s de gauche, des tiers-mondistes, des chrétiens engagés et aussi des pacifistes et des non-violents. Ce large front de solidarité s'est notamment traduit par l'organisation, en janvier 1984, des *Rencontres chrétiennes de solidarité avec l'Amérique centrale*. A cette occasion, il fut discuté de l'envoi au Nicaragua de brigades de paix. La *Brèche* a rencontré Philippe Beck, secrétaire au CMLK, centre d'information et de documentation non-violentes, qui a participé à une brigade de paix¹.

La Brèche: Comment est née l'idée de la brigade pour la paix et quels furent les objectifs poursuivis?

Philippe Beck: L'idée vient de deux courants. Les *Peace Brigades International* qui organisent des interventions pacifiques non violentes et s'efforcent de désamorcer des conflits armés dans les zones de tension, et les *Witness for Peace*, une organisation américaine formée de chrétiens engagés dans les Eglises et qui se sentent particulièrement concernés du fait de la politique des Etats-Unis à l'égard du Nicaragua. Ce dernier groupe insiste beaucoup sur le travail d'information au retour.

Ces deux types de brigades ont été étudiés en janvier 1984 lors d'une *Rencontre chrétienne de solidarité avec l'Amérique centrale*. A cette occasion, on a décidé d'envoyer une brigade de paix au Nicaragua pour la fin de l'année 1984. Nous voulions au départ faire une brigade d'un mois, mais, vu le nombre de candidats, on en a organisé deux. La première s'est rendue au Nicaragua du 11 novembre au 15 décembre 1984; la seconde du 13 janvier au 11 février 1985. Chacune était composée de douze personnes. Nos objectifs étaient les suivants: manifester notre solidarité avec le peuple nicaraguayen, amasser des témoignages et des expériences sur place, vivre et travailler avec les Nicaraguayens, faire un gros travail d'information dès notre retour en Suisse.

* Qu'avez-vous fait au Nicaragua et quel bilan tires-tu de cette expérience?

— Je m'exprime ici seulement pour la première brigade. Il faut tout d'abord préciser qu'avant de partir, nous avions pris contact avec le Bloc intercommunautaire pour le

bien-être chrétien qui coordonne régionalement les Communautés ecclésiales de base (CEB).

Dès notre arrivée au Nicaragua, nous avons constitué deux groupes de six personnes pour aller vivre deux semaines dans deux villages, Rodeo Grande et Santo Tomas das Norte, sur la frontière hondurienne. Deux représentants des CEB nous y ont "pilotés". Nous avons vécu et travaillé avec les paysans. Nous avons participé aux travaux agricoles, à la réparation d'une route, à la construction d'un chemin et au creusement de deux abris de protection aérienne. On nous a logés dans la maison du Front sandiniste (FSLN).

Les deux autres semaines, nous étions à Managua où nous avons rencontré des représentants de la hiérarchie catholique, des CEB, des Eglises évangéliques minoritaires. Avec eux, nous avons discuté des relations entre le sandinisme et le christianisme. Nous avons rencontré également des membres de l'ATC (syndicat des travailleurs de la campagne), de l'UNAG (Union nationale des agriculteurs et des éleveurs), de l'AMNLAE (association des femmes sandinistes). Nous avons visité une prison ouverte proche de Managua où sont détenus d'anciens gardes somozistes: elle est autogérée et fonctionne comme une coopérative, les décisions sont prises en assemblée générale des détenus, un seul garde non armé en assure la surveillance... Nous avons vu aussi un centre de réadaptation pour mineurs. Il s'agit de jeunes délinquants, de vagabonds et d'autres "enfants à gros problèmes". Autrefois, les enfants étaient au Nicaragua l'objet d'un intense trafic de drogue et de prostitution. Le FSLN essaie maintenant de régler ce problème, tout en "institutionnalisant" le moins

possible ces jeunes. On recherche donc leurs familles ou on leur trouve des familles d'adoption, on les réinsère dans le système scolaire en mettant au point des programmes d'appui spécialement conçus pour eux. Le FSLN a tout un projet fort intéressant à ce sujet.

Au bilan, il apparaît d'abord que la révolution nicaraguayenne est vraiment et profondément populaire. Elle est actuellement très fortement agressive sur les plans militaire, économique, diplomatique et religieux puisque la hiérarchie catholique mène un triste jeu dans ce pays. Il existe au Nicaragua une tolérance et un respect de l'homme tout à fait remarquables, y compris à l'égard des opposants et des ex-gardes somozistes. Enfin, en ce qui concerne la brigade pour la paix, on peut parler de succès puisque notre solidarité fut très appréciée au Nicaragua et, depuis notre retour, nous pouvons faire un intense travail d'information en Suisse.

* Que signifie travailler pour la paix au Nicaragua?

— Cela signifie y aller sans a priori. Le Nicaragua a besoin qu'on lui envoie des observateurs ouverts et critiques. Les sandinistes eux-mêmes nous le demandent et s'intéressent à nos critiques. Travailler pour la paix au Nicaragua, c'est aussi... travailler en Suisse, car le Nicaragua a besoin de pouvoir choisir librement sa propre voie; les problèmes de démocratie qui peuvent éventuellement exister au Nicaragua, comme par exemple la censure, sont le résultat direct des pressions qui sont exercées sur ce pays depuis l'extérieur. Ceci souligne l'importance de l'information de l'opinion publique, notamment pour contrer la campagne agressive de l'administration Reagan et pour faire pièce à la désinformation systématique de la presse internationale dont est victime le Nicaragua.

Propos recueillis par
P. Girardet

1. Pour ceux et celles qui s'intéressent aux brigades pour la paix: Brigades de paix, case postale 3, 1000 Lausanne, tél. (021) 32 27 27 l'après-midi. On peut commander à la même adresse la brochure sur le travail de la brigade de paix (40 pages, en français et allemand, Fr. 4.-).

Israël et le "rapatriement" des falachas :

«Une opération si humaine et si juive»

Profitant de la "trêve des confiseurs", l'Agence juive et l'Etat d'Israël annoncent au monde une nouvelle version du conte de Noël. Le miracle de la naissance de Jésus y était remplacé par l'accueil en terre d'Israël de milliers de juifs d'origine éthiopienne, les falachas. La presse occidentale rend compte de cette "opération Moïse" — son nom de code — avec tout le pathos dégoulinant de mièvreries propre à l'époque des fêtes. Le ton en avait été donné par le chef du gouvernement israélien, le "socialiste" Shimon Pérès : "C'est une heure de vérité pour le peuple juif; c'est une heure d'exaltation pour l'Etat d'Israël. Le gouvernement israélien fera tout son possible, et même plus, pour terminer cette opération si humaine et si juive."¹

Dans sa livraison de février, *Le Monde diplomatique* publie un dossier bénéfique qui permet de remettre les pendules à l'heure.

Au risque de paraître brutal, rappelons ici que l'Etat d'Israël, qui se veut le foyer d'accueil de tous les juifs du monde, connaît depuis quelques années un mouvement... d'émigration. L'intégration de dizaines de milliers de falachas permet de réduire quelque peu ce solde négatif. Mais même dans cette situation difficile, l'Etat d'Israël ne saurait ouvrir ses portes à n'importe qui. C'est pourquoi les falachas durent attendre 1976 pour bénéficier de la loi du retour, qui permet à tout juif d'émigrer en Israël. C'est pourquoi aussi les candidats à "l'opération Moïse" furent rigoureusement sélectionnés dès le dé-

part, où l'on écarta tous les affamés non juifs. "L'opération si humaine" fut, pour le moins, tardive et ségrégationniste.

Main-d'œuvre à bon marché dans les territoires occupés

Si la manière dont le Père Noël israélien distribue ses cadeaux est déjà suspecte, que dire alors des cadeaux eux-mêmes ? Les falachas transférés — et cela n'est certes pas rien — vivront. Mais comment, et pourquoi ? Yossef Shapira, ministre de l'actuel gouvernement, a clairement expliqué que tous les émigrants éthiopiens seraient installés

dans les territoires occupés, là où la main-d'œuvre fait cruellement défaut. L'une des villes de ces territoires, "Qiryat Arba accueillie avec joie les renforts de juifs; certains s'occupent déjà des travaux d'entretien, ils ont remplacé les Arabes". La logique sioniste se déploie ici dans toute sa splendeur : on commence par déposséder les Arabes, puis on les remplace par des noirs venus d'Ethiopie. Seules des narines exagérément scrupuleuses y renifleront comme un relent de racisme...

Crise, chômage et racisme

Ailleurs, l'intégration des falachas est problématique. A Ashkelon, 70 o/o d'entre eux vivent de l'assistance publique. A Eilat, le maire a menacé de leur couper l'eau et l'électricité, expliquant : "On leur a donné de grands appartements avec l'air conditionné. Comment vont-ils payer la facture d'électricité ? Il est évident qu'ils ne pourront faire que de menues besognes dans les hôtels. En tout cas j'ai demandé qu'on n'envoie que ceux qui savent chanter et danser. Nous organiserons un groupe folklorique pour les touristes. (...) C'est impossible que, pour chaque enfant religieux,

il y ait deux nègres, c'est-à-dire deux Ethiopiens."

Le sionisme sécrétant naturellement le racisme — d'abord anti-arabe — il est normal que, sur fond de crise économique, les "faisceaux d'opinion" israéliens s'y livrent allègrement. Un animateur de la radio de l'armée se demande ainsi avec anxiété s'"il sera possible de changer leur mentalité (celle des falachas, réd.) primitive" alors que dans les colonnes du journal *Hadasbot* on trouve le portrait suivant : "Avec ses gencives rouges, ses dents d'un blanc éclatant et son chapeau gris, il apparaît comme un personnage sorti de *La Case de l'oncle Tom*."

des traitements "assimilationnistes" perçus comme honteux.

Mais la vraie tragédie des falachas est ailleurs; transplantés dans une société raciste qui les considère comme des citoyens de second ordre, nombre d'entre eux en mettront la faute sur les "citoyens" du troisième ordre, les Arabes occupés. Un jeune falacha explique ainsi : "Chez nous, là-bas, on disait qu'à Jérusalem tout ce qui tombe par terre devient de l'or. J'ai pensé aussi que tout le monde était juif et qu'il n'y avait pas d'Arabes. Tout d'un coup, j'ai vu ici des Arabes. J'en suis devenu fou."²

Le conte de Noël tourne ici au cauchemar. Quand ses raisons sont



Des enfants falachas en Israël.

Bref, les falachas sont majoritairement reçus comme des intrus négroïdes et sous-développés.

celles du sionisme, "le Père Noël est une ordure", comme le chante Renaud.

Eric Peter

Une communauté sous influence

Mal accueillis, les falachas sont aussi l'objet d'un traitement religieux particulier, leur foi judaïque ne correspondant pas exactement aux canons du Talmud. Cette communauté qui, pour des raisons historiques et religieuses spécifiques, se trouve être en fait sioniste avant la lettre, est ainsi soumise à

1. Les données et les citations de cet article sont tirées du dossier "Raison sioniste et scrupules religieux : L'"époque héroïque des falachas", d'Olga Kapeliouk, publié par *Le Monde diplomatique* de février 1985.

2. Il faut ajouter à ceci qu'il existe dans plusieurs pays arabes un fort sentiment anti-noir dû à des causes historiques, ce qui évidemment facilite la propagande sioniste dans la communauté falacha.

Nouvelle-Calédonie :

LES COLONS DÉFIENT LE POUVOIR

Passant outre à l'Etat d'urgence, 20 à 30 000 Caldoches — les défenseurs de la colonie française — ont manifesté le 26 février dans les rues de la capitale, Nouméa. "Dehors Pisani", scandaient les manifestants contre le délégué de Mitterrand dans l'île. Son projet "d'indépendance-autonomie", bâtard comme toute la politique du gouvernement socialiste, a fait long feu.

A l'origine de cette manifestation, la décision de Pisani d'explorer de l'île quatre dirigeants du Front calédonien, d'extrême-droite, et le président de l'Union nationale des parachutistes. Michel Reuillard, Claude Sarran, Alain et Nady d'Agostini et le para Emile Lebargy ne sont pas de pauvres innocents. Ils ont dirigé et organisé, le 17 février dernier, le pique-nique de Thio. Le parti local de Chirac, le RPCR, n'avait pas voulu mener cette action; le Front calédonien s'en est chargé. Pour les colons français, il s'agissait "d'accompagner" à Thio, le centre minier du nickel, les Français qui s'en étaient retirés. Le barrage de gendarmerie fut aisément franchi, avec la collusion du capitaine Saffray, rappelé depuis en métropole. Mais tandis que les pique-niqueurs d'inaient tranquillement sur l'herbe, la gendarmerie attaquait la tribu kanake de Saint-Philippo, blessant plusieurs personnes. Cette tribu avait organisé son autodéfense à la vue du retour des colons. Il n'en fallait pas moins pour que la gendarmerie coloniale française charge les habitants, parmi lesquels se trouvait la sœur d'Eloi

Machoro, le leader indépendantiste abattu le 12 janvier dernier par l'ordre colonial (voir *La Brèche* No 334, 2 février 1985).

Des amis de Le Pen

Une "bavure" aussi grossière dans la politique de "dialogue" de Pisani-Mitterrand ne pouvait rester sans réponse. La décision d'expulser les dirigeants du Front calédonien frappe des amis de Le Pen. Aux élections européennes, le Front calédonien, allié au Front national, a recueilli près de 20 o/o des voix à Nouméa. Ses dirigeants, à l'exception de Reuillard, sont des immigrés récents. Les d'Agostini sont d'anciens pieds-noirs d'Algérie. Leur audience se recrute surtout chez les commerçants, artisans, fonctionnaires, chefs d'entreprise récemment arrivés dans l'île, et qui veulent y défendre leurs intérêts économiques. Appuyés par le RPR¹ en France, ils veulent faire de l'épreuve de force en Nouvelle-Calédonie "le Watergate de Mitterrand". Et comme tous les colons du monde, ils n'ont que mépris



Manifestants kanaks.

pour les Mélanésiens et le mouvement indépendantiste. "Tjibaou (FLNKS)² est le chef d'une bande de tueurs", dit Sarran, et d'Agostini nie qu'il y ait des inégalités dont soient victimes les Kanaks. "Les Mélanésiens se laissent aller facilement", formule pour dire qu'ils sont aussi fainéants que les fellahs algériens.

Mitterrand pris au piège

Défenseur intransigent des "intérêts français" (lisez : impérialistes) dans le monde, comme il l'a montré en Afrique, Mitterrand ne pouvait se déjuger totalement en refusant un processus "d'indépendance" aux Kanaks. Ce vieux reste colonial fait peut-être figure d'ana-

chronisme. Mais la Nouvelle-Calédonie est une base militaire et, surtout, l'opposition de droite n'est pas prête à lui laisser passer le "bradage" de ce morceau de "patrie". Pris dans la contradiction de faire progresser l'autonomie sans s'affronter aux intérêts coloniaux, Mitterrand a provoqué la mobilisation de ces derniers. Derrière la mesure d'expulsion, des dizaines de milliers de Caldoches se sont mobilisés pour "chasser Pisani".

Le Front calédonien ne cache pas qu'il dispose de talkies-walkies et écoute la police — d'ailleurs complaisante on l'a vu — et, selon la gendarmerie, "on compte en moyenne quatre fusils par broussard européen adulte contre un fusil pour

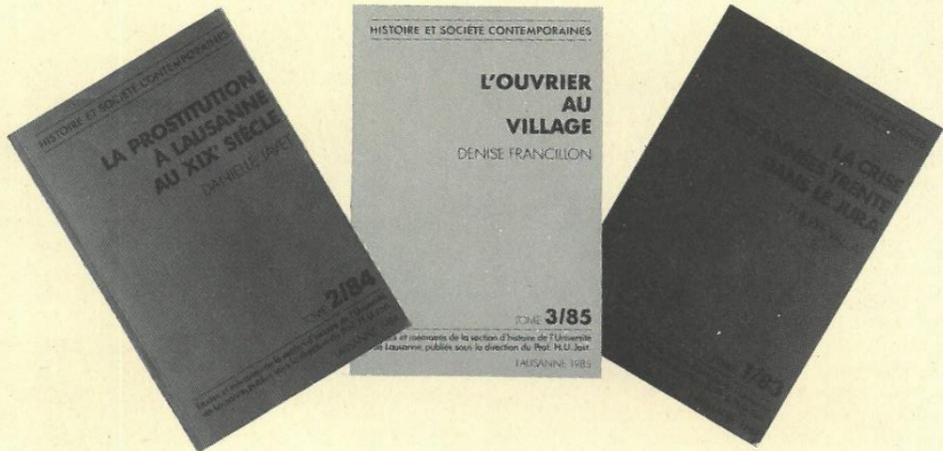
quatre Canaques" (*Le Monde*, 20 février 1985). Il n'y aura évidemment pas d'indépendance pour les Kanaks sans écraser ces foyers de résistance coloniale armée. Et c'est précisément ce que le gouvernement socialiste français se garde de faire — alors que la gendarmerie attaque les Kanaks.

Le mouvement indépendantiste kanak, le FLNKS, a aussitôt appelé aux mesures d'autodéfense lorsqu'il a appris la manifestation des colons. Ce n'est pas une vaine mesure.

Rivière, 26 février 1985

1. RPR : Rassemblement pour la République, le parti de Chirac.
2. Jean-Marie Tjibaou, dirigeant du Front de libération nationale kanake et socialiste (FLNKS).

Faire sortir la recherche universitaire de son ghetto



Histoire et Société contemporaine est le titre donné à une série de publications dirigée et éditée par Hans Ulrich Jost, professeur d'histoire contemporaine à l'Université de Lausanne. La crise et le chômage, la prostitution, les structures et la mentalité agricoles, tels sont les premiers sujets de cette collection qui veut mettre à la disposition du public les recherches récentes de jeunes historiens(nes) ¹.

Crise et chômage

"Monsieur, Si joint ses quelques lignes pour vous dire que auparavant j'habitais Delémont. Je devais à Mr Venturi 3 mois de loyer, et pour cela on m'a saisi une armoire à glace un cadre une selette et un lavabo

se dernier ne m'a rien fait. Et j'ai quatre enfants, je suis été sans travail sans chômage au moins 5 mois c'est une année. (...) Vous comprenez Mr que ses meubles il me les faut j'ai tout les abîs de mes enfants par terre, et j'ai toujours tout payer jusqu'à maintenant et fait perdre personne. Auriez-vous la bonté de faire avoir ses meubles au plus vite s.v.p. En la tente d'une réponse. Recevez Mr les meilleures salutations." Signé : E. Torti.

Le 5 octobre 1934, dans le procès-verbal du Conseil communal de Courgenay, on trouve la mention suivante: "Il est décidé de répondre que c'est à

Mr Torti à s'occuper de ses affaires et non à notre commune."

Ce document tient lieu de préface à l'étude de Philippe Vallat sur *La crise des années trente dans le Jura*. C'est une analyse détaillée qui cherche à mettre en lumière la façon dont les communautés, et surtout les chômeurs, ont vécu cette période. Elle comporte en particulier une mise en évidence pertinente des rapports entre les autorités politiques, dépourvues de compétences, et l'ouvrier, démuné de tout moyen de défense. Or, il faut souligner qu'en dépit d'un système d'assurances sociales plus évolué, cette relation caractérisée, aujourd'hui encore, la situation individuelle du chômeur. Quant aux problèmes politico-économiques des petites communes horlogères, ceux-ci se retrouvent, bien que sur un autre niveau, dans cette région jurassienne actuellement soumise à un processus de crise identique.

Prostitution

"Les prostituées sont des "vautours dégoûtants", qui guettent leur proie, pour l'attirer dans leurs filets et la consumer ensuite à petit feu. (...)

La police répressive n'aurait rien à faire sous ce point de vue? (...) Le vice est beaucoup trop toléré dans notre ville." (Notice sur la population de la ville de Lausanne, par le pasteur G. Archinard, 1838.)

Comme le souligne Danielle Javet, l'auteur de *La prostitution à Lausanne au XIX^e siècle*, on est d'emblée frappé par le ton violent et outrancier que les élites utilisent quand il s'agit de prostituées. Pourtant, si l'on en croit les documents dépeuplés, cet aspect particulièrement révélateur de la condition sociale des femmes est le résultat direct du salaire de misère qu'elles obtiennent lorsqu'elles sont dépourvues de qualifications professionnelles. Ces "paresseuses", ces "vicieuses", ces "criminelles" sont tout simplement des femmes mises dans l'impossibilité de subvenir à leurs besoins les plus élémentaires lorsqu'elles sont sans soutien. Et si l'on peut imaginer que, parfois, d'autres raisons que cette criminalité de survie incitent des femmes à la prostitution, les documents conservés, qui sont de nature policière, n'en font pas état. Pas plus d'ailleurs qu'ils ne mentionnent les usagers de ces corps monnayés qui, ainsi, échappent à l'histoire et... à la répression! De plus, il faut relever qu'à l'époque comme aujourd'hui, la dimension idéologique de cette question était utilisée pour manipuler le discours politique.

Structures et mentalités agricoles

L'ouvrier au village est le titre du troisième volume de cette collection. On peut résumer ainsi la démarche de son auteur, Denise Francillon. En 1898, une industrie, Les Câbleries de Cossonay, vient s'implanter dans la commune rurale de Penthelaz. Or, l'histoire nous a montré que les rapports entre le monde ouvrier et le monde agricole ont été sujets à des tensions, voire des conflits, que par ailleurs le pouvoir bourgeois a fort bien su utiliser à son profit. Dès lors, il importait de savoir comment, et dans quelle mesure, les deux communautés allaient coexister. D'une part, est-ce que l'établissement d'une collectivité d'ouvriers d'industrie, avec les nouveaux besoins qu'elle exige, allait modifier cette société

agricole au système socio-économique encore semi-autarcique? D'autre part, quels sont les éléments qui pouvaient permettre l'intégration de gens qui n'avaient ni le même lieu d'habitation, ni les mêmes revenus, ni les mêmes rythmes de travail? Or, ce que fait apparaître le dépouillement minutieux des archives communales, c'est un isolement certain du monde ouvrier sur son lieu de travail et d'habitat. Quant à la société rurale, c'est essentiellement la restructuration économique qui fait suite à la première guerre mondiale, qui provoque des transformations importantes en son sein. Dans le même temps, la mentalité "paysanne", si bien exaltée par la politique culturelle de l'entre-deux-guerres, va imprégner de ses valeurs conservatrices la population ouvrière. L'essor économique, la paix du travail en formeront le soubassement nécessaire et efficace.

Faire sortir la recherche universitaire de son ghetto

Interrogé sur les objectifs de cette collection pour laquelle, au départ, il s'est passé de l'appui de l'institution, Hans Ulrich Jost explique qu'à son avis l'université devrait fonctionner comme un atelier de recherches ouvert au monde et en prise directe sur le discours public. Il constate avec regret que les publications académiques sont trop souvent sous l'emprise de contraintes qui tentent de banaliser ou d'utiliser l'histoire au profit d'intérêts particuliers.

Alimenter, à travers les recherches sur le passé, une critique de la production humaine et, par là, encourager un débat argumenté sur le fonctionnement de notre société, tel est le propos central qui relie les trois premiers volumes de cette modeste collection.

Une histoire à suivre...

L. Peudsky

1. Les deux premiers volumes, respectivement de 140 et 110 pages, peuvent être obtenus pour le prix de 15 francs chacun. Le troisième volume, qui vient de paraître, est vendu au prix de 18 francs. A commander à H.U. Jost, section d'histoire, Université de Lausanne, 1015 Lausanne.

ALLEZ-Y VOIR VOUS-MÊMES!

CINÉMA

BIENNE. Festival de films *Femmes, lesbiennes, gays*, organisé avec le soutien financier de la Ville de Bienne et des Kulturtäter : jusqu'au ma 12 mars. Festival avec des films inédits en Suisse et qui met la ville de Bienne en émoi : cf. notre article p. 2. **Cinéma Apollo:** me 6, je 7, ve 8 mars, 17h45: *Schwester oder die Balance des Gluecks*, de Margarethe von Trotta. ve 8, sa 9, 22h30: *Dorian Gray*, de Ulrike Ottinger. du sa 9 au ma 12, 17h30: *Les rendez-vous d'Anna*, de Chantal Ackermann. **Cinéma Lido 2:** du me 6 au ma 12 mars, 15h, 17h45, 20h15 (ve et sa aussi 22h30): *Stranger than paradise*, de Jim Jarmusch (les USA de Reagan!). **Cinéma Rex:** sa 2, lu 4, ma 5, 17h30: *Streamers*, de Robert Altman. **Théâtre de Poche:** sa 2 mars, 20h30: *Fête*. di 3, 10h et 14h: *Planète des femmes (Sumatra, Togo, Erythrée, Amazonie)*; 20h30: *Paso Doble*. ma 5 mars, 20h30: *Hunger-jahre*. me 6, 20h30: *Das ganze Leben*. je 7, 20h: *Comedy in six unnatural acts*. ve 8, 20h30: *"Dona Margarida"*. sa 9, 14h30: *Die-Buechse der Pandora* de G.W. Pabst (D, 1929). sa 9, 18h, di 10, 14h30: *Deutschland bleiche Mutter*. di 10, 10h: *Burroughs*. di 10, 20h30: *Born in flames*.

LAUSANNE. La Cinémathèque suisse propose jusqu'au sa 23 mars au **Casino de Montbenon**: des films de *Georges Franju* et du *cinéma soviétique*: cf. notre article p. 2. Il s'agit de 7 films du nouveau cinéma soviétique et de 13 œuvres de 1931 à 1976, dont *L'enfance d'Ivan*, de Andreï Tarkovski (1962): je 7 mars, 20h30. *Les tziganes montent au ciel*, de Emile Lotianu (1976): sa 2 mars, 20h30. *Les chevaux de feu*, de Serge Paradjanov (1964): me 6 mars, 20h30, je 7 mars, 18h30. Paradjanov fut condamné à cinq ans de camp. En février 1982, libéré il vivait à Tbilissi, privé du droit d'exercer son art. Il était alors à nouveau arrêté, et nous sommes depuis sans nouvelle. Programme complet au No (021) 20 93 46.

NYON. **Cinématographe, Cinéma Rex, ma 19 mars, 20h30:** *Ludwig*, de Visconti (It.-RFA, 1978-81), le chef-d'œuvre de Visconti en version originale et intégrale de 4 heures 10.

ET sur vos écrans, le nouveau film de Lakhdar Hamina, l'auteur de "Chronique des années de braise" (Algérie): *Vent de sable*.

EXPOSITIONS

DELÉMONT, Ancien Home, du je 7 au di 17 mars

et **LA CHAUX-DE-FONDS, Halle aux enchères, du lu 18 au di 24 mars:** *Exposition-vente d'œuvres d'artistes latino-américains Nuestra America*. **ECUBLENS, Centre commercial d'Ecublens, 3, ch. du Croset, jusqu'au sa 16 mars:** *Exposition "Nous n'avons qu'un Léman"*, de l'Association pour la Sauvegarde du Léman.

LAUSANNE

Vidy - La Passerelle, ma 5, ve 8, sa 9 mars, 20h30, me 6, je 7, 19h: *Blaise Cendrars par le Théâtre Populaire Romand (TPR)*.

YVERDON

Théâtre municipal, ma 12 mars, 20h30: *Musique*, de Jean-François Bovard et Léon Francioli du BBFC, par le BBFC et d'autres musiciens (13 en tout). Fr. 20.-, AVS, ét., appr. Fr. 15.-. Loc.: (024) 21 01 21. Très, très beau.

Théâtre de l'Echandole, sa 2 mars et du ma 5 au ve 8 et du ma 12 au ve 16 mars, 20h30: le **Théâtre de l'Echandole** présente *Histoire du tigre*, de Dario Fo (avec *Zaneth*, le conteur). Fr. 12.-, ét., appr. Fr. 8.-. Loc.: (024) 21 01 21.

Paul et Mick de Bonaloi

L'événement

La situation économique mondiale au début de 1985 :

Vers une nouvelle récession

La situation économique mondiale au début de 1985 continue d'être caractérisée par une reprise économique dans les pays impérialistes et les principaux pays semi-industrialisés. Dans tous ces pays, la production industrielle, le commerce extérieur et le revenu national sont en hausse (voir tableau 1). Le mécanisme de la reprise est clair.

Après une très forte chute dans les années 1980-1982 (disproportionnée par rapport au reste de l'économie) de la production de l'industrie automobile et de la construction immobilière aux Etats-Unis — deux secteurs qui, à eux deux, représentent avec ceux qu'ils stimulent directement, près de 40 o/o de l'activité industrielle — il y eut à partir de 1983 une expansion forte dans ces secteurs. Elle a conduit à une reprise généralisée de la production industrielle aux Etats-Unis. Cette reprise a été essentiellement stimulée par l'énorme déficit du budget public (plus de 200 milliards de dollars par an depuis quatre années) instauré par l'administration Reagan. Ce déficit est largement le produit de la montée en flèche des dépenses militaires.

Pour éviter que ce déficit budgétaire ne stimule une accentuation trop forte de l'inflation, l'administration Reagan s'efforce d'attirer des masses de capitaux étrangers aux Etats-Unis qui s'investissent en emprunts publics américains. A cette fin, elle est obligée de maintenir les taux d'intérêts aux USA supérieurs de plusieurs points à ceux du Japon, de la RFA, de Suisse et d'ailleurs. De là, la surévaluation du dollar par rapport aux devises des autres pays capitalistes. Cette surévaluation rend les marchandises industrielles américaines de moins en moins compétitives par rapport à celles d'autres pays capitalistes. Ces derniers (avant tout les pays impérialistes et les pays dominés semi-industrialisés) ont donc connu un véritable boom de leurs exportations vers les USA. Ceci a abouti à un résultat imprévu : les exportations de produits industriels manufacturés du tiers monde vers les USA dépassent aujourd'hui les exportations américaines de ces mêmes produits vers le tiers monde (voir tableau 2).

Certes, les chiffres de produits industriels exportés des pays dits du tiers monde vers les USA incluent tout ce qui relève de la division du travail à l'intérieur des compagnies multinationales d'origine impérialistes, c'est-à-dire le déplacement des centres de production de certaines de ces multinationales vers des pays du tiers monde. Mais ce phénomène n'explique qu'une partie de ce renversement sensationnel de tendance. Celui-ci reflète également l'essor

réel de branches industrielles nationales compétitives de pays semi-industrialisés, telles la sidérurgie, la construction navale, l'industrie du vêtement et des jouets, l'industrie des composants électroniques, voire la pétrochimie.

Une reprise conjoncturelle et partielle

Cependant, encore plus que la reprise 1976-1979, la reprise actuellement en cours est purement

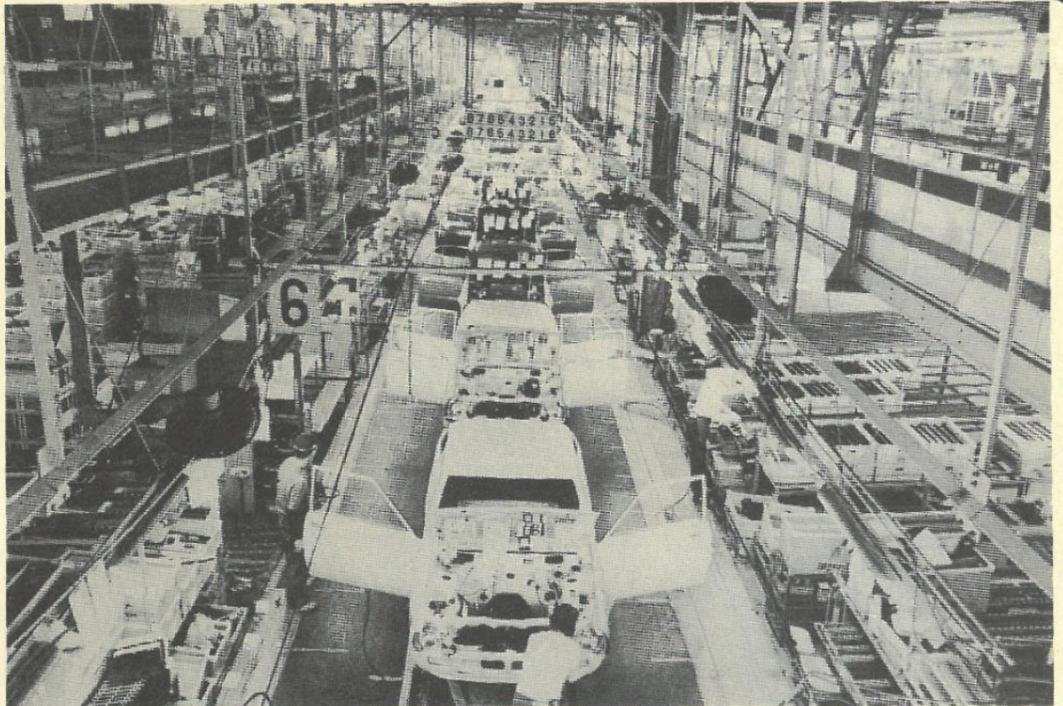
Tableau 1
Evolution du produit national brut en 1984

Etats-Unis	+ 6,7 o/o
Japon	+ 5,8 o/o
Canada	+ 4,3 o/o
RFA	+ 2,5 o/o
Italie	+ 3,0 o/o
Grande-Bretagne	+ 2,0 o/o
France	+ 1,7 o/o
Australie	+ 6,2 o/o
Ensemble des pays impérialistes	+ 4,7 o/o
Ensemble Amérique latine	+ 2,6 o/o
Brésil	+ 3,5 o/o
Mexique	+ 3,8 o/o
Corée du Sud	+ 7,5 o/o

conjoncturelle, partielle et temporaire. Elle n'a permis d'éliminer aucune des causes structurelles qui, depuis la fin des années soixante — début des années soixante-dix, déterminent une dépression à long terme de l'économie capitaliste internationale.

Il n'y a eu ni restructuration et expansion fondamentale du marché mondial, ni réorganisation fondamentale du processus de travail et de production de la plus-value, ni modification fondamentale des rapports de forces sociaux (élévation radicale de la plus-value) qui permettraient au Capital d'assurer de nouveau une expansion comparable à celle des années d'après la Seconde Guerre mondiale ou antérieure à la Première Guerre mondiale.

Au contraire, la reprise n'épêche pas les deux caractéristiques fondamentales de la longue dépression de se manifester malgré l'augmentation de la production courante :



Chaîne de montage chez Toyota près de Tokyo.

a) Il y a défaillance persistante des investissements productifs et donc baisse nette du taux de croissance à moyen et à long terme démontrant qu'aucune branche industrielle "nouvelle" (y compris la micro-électronique et la robotique) ne se développent de manière telle à se substituer au rôle de stimulant fondamental de la production et du marché qu'ont joué, dans la période 1940 (1948)-1970 l'automobile, l'électro-ménager et les machines destinées à la semi-automatisation.

b) Il y a une montée continue du chômage qui, dans les pays impérialistes, est passé de 10 millions d'unités en 1970 à 20 millions en 1975, à 30 millions en 1980, à 35 millions actuellement et qui atteindra sous peu 40 millions d'individus¹.

De même, le problème de l'endettement persistant des pays semi-coloniaux et dépendants n'a en rien été résolu. Il continue à peser puissamment et sur le rythme d'expansion du marché mondial et sur celui de leur propre croissance économique, indépendamment des hauts et des bas de la conjoncture. L'instabilité politique va croissant dans ces pays. La possibilité de crises sociales explosives y reste plus prononcée que jamais.

Croissance dans la misère

La reprise économique dans les pays semi-industrialisés dépendants comporte des caractéristiques propres qui la distinguent de la situation des années soixante-dix :

a) Il y a eu réduction beaucoup plus forte du pouvoir d'achat des ouvriers et des paysans que dans les pays impérialistes (sauf, sans doute, en Corée du Sud et à Taïwan) et donc contraction du marché intérieur. La reprise est exclusivement fondée sur le boom des exportations, avant tout vers les USA. D'où une plus grande vulnérabilité de l'économie de ces pays par rapport à toute nouvelle récession dans les pays impérialistes, à toute nouvelle contraction du marché mondial.

b) Il y a pénétration de l'industrie de ces pays dans des secteurs où il y a déjà capacité de production excédentaire dans les pays impérialistes (pétrochimie, construction automobile, électronique, construction navale, sidérurgie), d'où risques de rétorsion protectionniste dure de la part des pays impérialistes.

c) Il y a arrêt brusque d'un apport de capitaux étrangers à

Tableau 2

PRODUITS INDUSTRIELS MANUFACTURÉS

Exportations américaines vers le tiers monde (en milliards de dollars)				Exportations du tiers monde vers les USA (en milliards de dollars)			
1981	1982	1983	1984 (1)	1981	1982	1983	1984 (1)
61,5	54,6	45,3	47,0	35,0	36,8	45,7	55,0

(1) chiffres provisoires.

l'industrialisation. Comme suite du paiement ininterrompu du service de la dette étrangère dans les conditions imposées par le FMI, il y a aujourd'hui sortie nette persistante de capitaux du tiers monde vers les pays impérialistes. De ce fait, la croissance ne peut se poursuivre qu'au prix d'une inflation persistante. Cette croissance sera de toute manière plus modeste que dans les années précédant la crise et sera accompagnée d'un chômage montant en flèche et d'une baisse du niveau de vie des masses (ou d'une "stabilisation" à un niveau fort bas).

1984, dans des conditions de reprise économique. Aussi bien le volume total de la dette que l'ampleur du service de la dette et que le rapport entre ces services annuels et les revenus annuels d'exportation (les rentrées annuelles de devises) ont continué à augmenter en 1984.

Il est donc plus que probable que dès la prochaine récession, et la chute des exportations du tiers monde vers les métropoles qu'elle entraînera, des phénomènes d'insolvabilité comparables sinon supérieurs à ceux des années 1982 et 1983 se reproduiront. Ils aggrave-



Émeute de la faim à Sao Paulo au Brésil.

d) Il y a aggravation du déficit alimentaire nourri par les transformations structurelles de la production rurale.

e) Dans certains pays de l'OPEP, la chute de la rente pétrolière a, de même, provoqué un rétrécissement du marché intérieur et donc de la capacité d'importation par rapport aux pays impérialistes.

Vers une nouvelle récession

Malgré les mesures sévères imposées par le FMI (Fonds monétaire international) aux pays dépendants les plus endettés, le poids global de la dette extérieure du tiers monde envers le capital impérialiste n'a guère diminué en

ront la crise du système bancaire international, avant tout aux Etats-Unis mêmes, parce qu'ils sont accompagnés d'un endettement des firmes capitalistes de plus en plus lourd, ainsi que d'une croissance dangereuse de la dette publique.

On peut résumer toutes ces données en formulant le pronostic d'une nouvelle récession de l'économie capitaliste internationale aux alentours de l'année 1986.

Ernest Mandel
1er février 1985

1. Si l'on tient compte des ménages de chômeurs et de ceux et celles qui ne sont plus comptabilisé(e)s comme chômeurs, cela fait près de 100 millions d'êtres humains frappés par le chômage.